

# L'Observateur <sup>ocde</sup>

N° 257 Octobre 2006

[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

Santé : mesures de qualité

Coopération fiscale

Jeunes conducteurs et sécurité

L'héritage de Marie Curie

Recueillir  
les fruits du  
**COMMERCE  
MONDIAL**



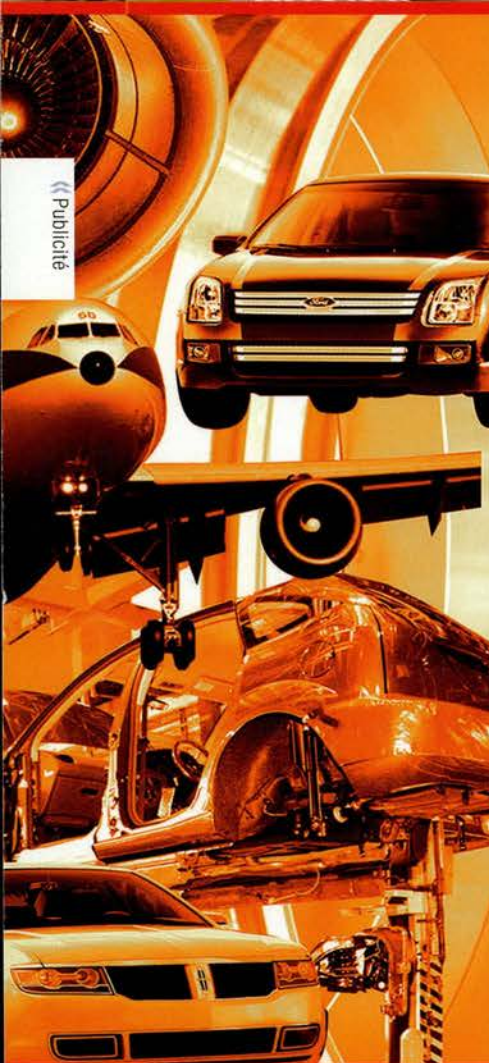
DISCOURS... BANQUE DE DONNÉES... LIVRES... DISCOURS... BANQUE DE DONNÉES... LIVRES



OCDE



# INVESTIR DANS SONORA MEXIQUE



ThyssenKrupp   
**OTIS**  
 A United Technologies Company  
**MAGNA**  
**ESCO**  
 Integrated Manufacturing  
**G.S. PRECISION, INC.**  
 Precision controlled production machining and assembly  
**tyco** / Electronics  
**faurecia**  
**GOODRICH**  
**MOTOROLA**  
 intelligence everywhere™  
**SARGENT CONTROLS & Aerospace**  
**PRECISION AEROSPACE**  
 component engineering  
**Smith West INC**  
**TOLERANCE MASTERS**  
 PRECISION MACHINING  
**FLEX|N|GATE**  
**YAZAKI** **BENTELER**  
**GRUPO ANTOLIN** **HARCO**



**ACCUEILLE LE PLUS GRAND PROJET D'AUTOMATION D'AMERIQUE DU NORD PRO-BUSINESS**  
**AXE MEXICAIN DES OPERATIONS DE FABRICATION AEROSPACIALE**  
**PERSONNEL SPECIALISE HAUTEMENT DISPONIBLE**  
**CENTRE LOGISTIQUE PERFORMANT**  
**INFRASTRUCTURES DE HAUTE QUALITE**  
**GOVERNEMENT ORIENTE VERS LE PRO-BUSINESS**



# Sommaire

N° 257 OCTOBRE 2006

## COURRIER DES LECTEURS

2 Capital eau ; Croissance innovante

## ÉDITORIAL

3 Doha : l'étape la plus facile  
*Angel Gurría*

## EN BREF

4 Turquie : améliorer le gouvernement d'entreprise ; La croissance dope les recettes fiscales ; Le Myanmar blanchi ; Croissance modérée ; Ralentissement ? ; Légère baisse de l'inflation ; Baisse des échanges

## DOSSIER SUR LES ÉCHANGES

7 Doha, une étape cruciale : Prospérité agricole ; Gains de productivité ; Échanges Sud-Sud ; Se préparer aux marchés

## FINANCES PUBLIQUES

10 Fiscalité dans un monde sans frontières  
*Jeffrey Owens*

## SOCIÉTÉ

13 Éducation : Ambitions à la hausse  
*Barbary Ischinger*

15 Soins de santé : Objectif qualité

17 Santé suisse

19 Jeunes conducteurs : la voie de la sécurité  
*Colin Stacey*

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES

23 Recherche femmes scientifiques

24 Fabriqué en Chine



Okyu Kwon, vice-Premier ministre de Corée, page 29



Performances de santé, page 15



Accidents de la route, page 19



Recherche femmes scientifiques, page 23

## OCDE.ORG

27 De l'importance des partenariats ; Stimuler l'emploi ; Discours récents du Secrétaire général ; L'OCDE à l'antenne

29 La Corée et l'OCDE : une décennie de progrès  
*Okyu Kwon, vice-Premier ministre et ministre des Finances et de l'Économie, Corée*

30 Prévenir les risques ; Forum pour le partenariat avec l'Afrique ; Nouveaux ambassadeurs

31 Calendrier ; Frankie.org

## LIVRES

32 Vigilance fiscale

32 Bibliothécaires au XXI<sup>ème</sup> siècle  
*Peter Raggett*

33 Fret propre ; Pêcheries durables

34 SourceOCDE : Nouvelles publications

37 Sélection sur la santé

40 **BON DE COMMANDE**

## BANQUE DE DONNÉES

41 Redoubler d'efforts ; Talents étrangers

42 Indicateurs économiques

44 Énergie renouvelable ; Débit croissant

**L'Observateur** ocde  
[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)



## En couverture Recueillir les fruits du commerce mondial

L'Observateur de l'OCDE  
Dessin : David Rooney

L'accord de Doha vaut-il les efforts qu'on lui consacre ? Oui, car il peut stimuler l'économie mondiale et contribuer à une répartition plus équitable des richesses. Les dirigeants éclairés devraient comprendre que ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'humanité à créer un monde meilleur. Nous sommes face à d'immenses défis mondiaux : guerres, déséquilibres financiers, flambée des prix de l'énergie, protectionnisme, maladies infectieuses, vieillissement des

populations ; et de nombreux pays sont affectés par des troubles politiques, la pauvreté et les conflits sociaux.

Dans ce monde menaçant, le Programme de Doha pour le développement pourrait nous aider à recueillir les fruits du commerce mondial. Il constitue la première étape vers une architecture multilatérale mondiale. Voir l'éditorial page 3 et le dossier sur les échanges pages 7-9.





www.observateurocde.org  
© OCDE 2006

Abonnement 2006 :  
€57 - US\$68 - £37 - ¥7 400  
ISSN 0304-3390  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66  
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962  
Le magazine de l'Organisation de coopération  
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE  
2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.oecd.org

Publié en français et en anglais  
par l'OCDE et  
Pressgroup Holdings Europe SA  
San Vicente, 16-6-1  
46002 Valencia, Espagne  
Tél. : +34 96 303 1000  
Fax : +34 96 303 1234  
hp@pressgroup.net

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke  
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE :  
Ileana Epsztajn  
JOURNALISTE : David Crane  
ASSISTANTS :  
Joan Tassy, Loti Verdier  
ILLUSTRATIONS : André Faber,  
David Rooney, Stik  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :  
Silvia Thompson  
MARKETING : Toby Green

Pressgroup :  
ÉDITEUR : Angus McGovern  
RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ :  
Liam Murray

Les demandes de reproduction ou de  
traduction totales ou partielles des articles de  
*L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées  
au chef des éditions de l'OCDE :  
2 rue André-Pascal,  
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de  
leurs auteurs et non pas nécessairement  
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être  
accompagnés de la mention « Reproduit (ou  
traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la  
date du numéro. Les articles signés ne  
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec  
leur signature. Deux exemplaires significatifs  
doivent être envoyés au rédacteur en chef.  
Toute correspondance doit être adressée au  
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue  
de rendre les manuscrits non sollicités.



## Capital eau

Selon le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, « les progrès qui pourront être accomplis pour résoudre [le problème de l'eau] nous aideront à avancer sur la voie de la réalisation de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement » (n° 256, juillet 2006). Nous sommes d'accord, et voudrions attirer votre attention sur le programme Working for Water (WfW) en Afrique du Sud. Le but de WfW est d'augmenter les réserves d'eau en arrachant les plantes non indigènes envahissantes, qui consomment beaucoup plus d'eau que les espèces indigènes et dévient les trajectoires naturelles des écosystèmes. Le programme emploie plus de 30 000 personnes en travaux publics, cherche à réduire la pauvreté et remplit aussi d'importants objectifs écologiques et environnementaux. Dans la réalisation de ses buts ambitieux et complexes, WfW a rencontré de sérieuses difficultés, mais a été transparent sur ses défauts, et prêt à en tirer des leçons. Il demeure une source d'inspiration et un modèle pratique pour réconcilier des aspirations économiques et écologiques dans le monde en développement.

En tant que scientifiques cherchant à promouvoir une synergie entre l'écologie et l'économie, nous voyons WfW comme un exemple d'un nouveau mouvement que nous appelons la Restauration du Capital Naturel (RNC). Le capital naturel comprend les ressources non renouvelables, renouvelables et « réapprovisionnables » – l'atmosphère, l'eau, les sols fertiles – et les ressources cultivées, comme les cultures et les forêts plantées.

Le développement dépend de la conservation et de l'expansion

d'un capital de base sain. Pourtant, nos économies épuisent les ressources non renouvelables sans trouver de substituts adéquats, et déstabilisent de façon critique les écosystèmes qui produisent le capital naturel renouvelable, réapprovisionnement et cultivé. Nous dépensons aujourd'hui les « intérêts » de demain, ce qui annonce un désastre économique et écologique. Une nouvelle stratégie plus intelligente serait d'investir dans le facteur limitant du développement : le capital naturel.

Cependant, l'impact du gâchis de notre capital naturel et des services d'écosystème qui en découlent ne figurent pas dans nos bilans nationaux et internationaux. L'OCDE, bien qu'elle étudie d'autres indicateurs, estime toujours que le PIB par habitant est la meilleure façon d'évaluer le bien-être (*Objectif croissance 2006*). Mais le PIB ne rend pas compte de la manière dont la croissance économique incontrôlée gaspille notre capital naturel. Les alternatives existent et ont été largement débattues (voir références). Différentes approches sont développées et doivent être encouragées par les intérêts publics et privés. Il est temps d'envisager d'autres voies.

### Dr. James Aronson

Centre L. Emberger d'écologie fonctionnelle et évolutive, CNRS, Montpellier, France

### Prof. Suzanne Milton

Département d'écologie et d'entomologie, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud

### Prof. James Blignaut

Département d'économie, Université de Pretoria, Afrique du Sud

Ouvrage collectif à paraître :  
*Restoring Natural Capital: Science, Business and Practice*, Island Press,

États-Unis, mai 2007. Voir aussi Woodworth, P. (2006), "Working for Water", *The World Policy Journal*, Summer edition (www.mitpressjournals.org).

## Croissance innovante

Les pays de l'OCDE et d'autres bénéficient de la mondialisation, entre autres, grâce à des délocalisations rentables en Chine et en Inde, y compris de certaines activités basées sur le savoir. Ces activités vont représenter à terme la plus grande partie du travail délocalisé. Mais à mesure que les exportateurs émergents s'orienteront vers leurs propres marchés, les choses tendront à s'équilibrer. L'innovation sera plus importante que jamais pour rester en avance. Mais la créativité se mesure-t-elle par le PIB ? Il serait approprié d'avoir une mesure de l'Innovation Intérieure Brute, dont le rapport avec le PIB montrerait d'importantes évolutions. Les chiffres agrégés de l'IIB pourraient être obtenus grâce aux brevets, publications, droits d'auteurs et autres sources de l'industrie et des universités, dans les disciplines scientifiques et non scientifiques. Même les secrets de fabrication pourraient être pris en compte. Un quotient du PIB pourrait donner une valeur monétaire en termes de produits et services générés par unité d'innovation. Avec le temps, l'IIB refléterait une combinaison de l'emploi, de la productivité et du PIB et pourrait être utilisé pour classer les secteurs en fonction de l'innovation et de la recherche. L'IIB apporterait de la crédibilité à l'innovation, dans l'ensemble de la société.

### Balkrishna Rao

École d'ingénierie industrielle  
Université de Purdue,  
West Lafayette, Indiana,  
États-Unis  
balkrishna@ecn.purdue.edu





# Doha : l'étape la plus facile

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

J e suis en contact avec les dirigeants et les représentants des nations les plus développées aussi bien que des pays en développement. Lorsque les discussions du Cycle de Doha sur le développement ont échoué, en juillet, j'ai été frappé par le décalage entre ce que disent les représentants officiels lors de leurs rencontres à l'OCDE, à Paris, et leurs positions dans les négociations de l'OMC, à Genève.

Le Programme de Doha pour le développement offre l'occasion de rééquilibrer les règles commerciales en faveur des pays en développement, tout en stimulant l'économie mondiale. Les discussions de Doha ont, semble-t-il, achoppé sur l'agriculture, mais il est clair que ce n'était pas la seule raison de l'échec. En effet, certains pays riches n'étaient pas prêts à accepter des réductions plus fortes des droits de douane ou des subventions nationales aux produits agricoles. Pour leur part, les pays émergents n'offraient, selon certains, que des améliorations insuffisantes de l'accès aux marchés des biens et des services.

Cette impasse ne fait que des perdants : tous les pays, et surtout les plus pauvres, en souffrent. L'OCDE a estimé à près de 100 milliards de dollars les gains en termes d'expansion de l'activité économique (et, par conséquent, de la prospérité) d'une libéralisation totale des tarifs douaniers sur les produits industriels et agricoles. Les retombées d'une libéralisation du commerce des services – secteur de l'économie mondiale qui affiche la plus forte croissance – pourraient être cinq fois plus élevées, aux alentours de 500 milliards de dollars. Un accord à Doha sur la facilitation des échanges, faisant disparaître les obstacles d'ordre procédural, générerait au moins 100 milliards de dollars de plus. Et les pays en développement obtiendraient les deux tiers de ces gains.

L'échec de Doha signifierait la perte de ces avantages. Mais il risquerait surtout de saper le système commercial multilatéral et de déclencher une vague protectionniste que les dirigeants politiques pourraient difficilement contenir.

Au cours du demi-siècle écoulé, le commerce a été un puissant moteur de la croissance et a contribué à sortir des millions de personnes de la pauvreté. Mais la libéralisation des échanges est douloureuse à court terme, certains pays et groupes de travailleurs étant confrontés à des coûts d'ajustement disproportionnés. Une ouverture des marchés étayée par des politiques facilitant l'ajustement est cruciale, pour que ceux qui subissent des pertes passagères puissent aussi profiter des avantages de la mondialisation.

À cet égard, le système commercial multilatéral remplit une fonction essentielle : défendre et promouvoir les intérêts de toutes les nations commerçantes. Forte des principes du traitement national et de la non-discrimination, l'OMC constitue une enceinte de négociation. Offrant des recours en cas de violation, elle incarne un système qui aide le commerce international à jouer son rôle de moteur de la croissance et du développement.

Sans accord de Doha, les perspectives seraient sombres. L'OMC risquerait d'agir par la voie contentieuse et non plus législative, le règlement des différends prenant le pas sur l'élaboration de règles. Les distorsions actuelles des échanges et de l'activité économique pourraient s'ancre profondément, et

il serait de plus en plus difficile pour les pays en développement de livrer concurrence dans des conditions équitables sur les marchés mondiaux. On assisterait à une prolifération des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Sans la discipline imposée par un vigoureux système commercial multilatéral, ces accords seraient encore plus susceptibles d'engendrer des tensions et des inefficiences, en détournant les flux d'échanges et d'investissements, et en accroissant les coûts imposés aux entreprises par la multiplication des règles d'origine et des normes de produits. De fait, compte tenu de l'impasse de Doha, des propositions sont déjà élaborées en vue d'un accord de libre échange réservé à l'APEC (FTAAP).

Comment aller de l'avant ? Quel est le moyen d'éviter l'échec ? L'agriculture représente une faible part de l'économie des pays développés, mais c'est un secteur politiquement très sensible. Les pays développés doivent faire preuve d'initiative, et commencer à mettre en pratique les recommandations qui résultent de leurs propres discussions à l'OCDE. Notre analyse indique que les droits de douane agricoles et les mécanismes de soutien des prix sont inefficaces pour assurer à la fois une aide au revenu pour les familles d'agriculteurs, la protection de l'environnement et le maintien d'économies rurales dynamiques. La sensibilité de ce dossier ne devrait pas conduire à des politiques économiques irrationnelles.

En combinant les négociations commerciales avec de nécessaires réformes internes et une aide au développement efficace, il serait fort possible de réduire davantage les droits de douane et les subventions, et de combler l'écart entre les positions des négociateurs de Doha. Une fois ce désaccord agricole surmonté, les négociations pourront progresser dans des secteurs où l'ouverture accrue des échanges est encore plus intéressante et où les pays en développement les plus avancés devraient se montrer disposés à améliorer l'accès aux marchés.

Les responsables politiques des pays développés et des pays en développement les plus avancés doivent convaincre leurs électeurs des avantages du Cycle de Doha. Quant aux pays les moins avancés, ils doivent être assurés d'un soutien dans d'autres domaines, par exemple dans le cadre d'une aide au développement pour la rationalisation de leurs services douaniers et la construction des infrastructures nécessaires aux exportations.

Des dirigeants éclairés doivent avoir une vision d'avenir et prendre conscience de l'enjeu : la capacité de l'humanité à créer un monde meilleur. Nous sommes confrontés à des défis planétaires majeurs : guerres, déséquilibres financiers massifs, flambée des prix de l'énergie, protectionnisme en matière d'investissement, extension des maladies infectieuses, vieillissement des populations. De plus, troubles politiques, pauvreté et conflits sociaux sévissent dans de nombreux pays.

Dans un monde si complexe, face à ces défis apparemment insolubles, le Programme de Doha pour le développement constitue à la fois l'étape la plus facile dans la mise en place de l'architecture multilatérale mondiale, et une assurance peu coûteuse contre le protectionnisme et les guerres commerciales. En faisant du Cycle de Doha un succès, nous pouvons stimuler l'économie mondiale et contribuer à une répartition plus équitable des richesses. ■



## • En bref •

## Turquie : améliorer le gouvernement d'entreprise

Le gouvernement d'entreprise s'améliore en Turquie, mais certaines questions clés, comme le risque d'inégalités de traitement des actionnaires minoritaires, doivent être traitées, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

Selon ce rapport, la Turquie dispose d'un cadre réglementaire solide dans le domaine du gouvernement d'entreprise, et la diffusion d'informations par les entreprises cotées en bourse s'améliore. Des défis subsistent cependant. Les groupes de sociétés sous contrôle familial sont fréquents en Turquie et comprennent souvent les participations croisées entre les sociétés de ces groupes. Ce n'est pas un problème en soi, mais il y a des risques d'abus, notamment dans des situations où les actionnaires de contrôle sont tentés d'imposer des conditions commerciales allant à l'encontre des intérêts de la société dans son ensemble, et de ceux des actionnaires minoritaires. La discipline du marché est encore relativement faible.

L'OCDE préconise un renforcement des dispositions législatives régissant les transactions effectuées avec des parties liées, et invite notamment la Turquie à adopter les modifications qu'elle se propose d'apporter à son droit des sociétés : diffusion d'informations plus complètes sur les transactions entre sociétés appartenant à un même groupe, et obligation pour les sociétés qui en contrôlent d'autres d'indemniser ces dernières en cas de pertes découlant de l'exercice de ce contrôle. Le rapport recommande également que les sociétés publiques soient tenues de communiquer des informations détaillées et accessibles sur les personnes qui les détiennent et les contrôlent, propose des sanctions plus lourdes en cas d'infraction et encourage les autorités à consacrer davantage de ressources à l'application des textes correspondants. ■

*Le gouvernement d'entreprise en Turquie : une étude pilote* évalue les normes et pratiques en vigueur en Turquie dans le domaine du gouvernement d'entreprise, à la lumière des recommandations figurant dans les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, publiés en 1999 et révisés en 2004. C'est la première étude de cette nature réalisée dans un pays membre de l'OCDE. Pour plus d'information sur le rapport et les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, voir [www.oecd.org/daf/corporate-affairs](http://www.oecd.org/daf/corporate-affairs).

## La croissance dope les recettes fiscales

L'augmentation de l'ensemble des recettes fiscales en proportion du PIB dans les pays de l'OCDE reflète l'augmentation des revenus et des profits due à la croissance économique plutôt qu'une hausse de la fiscalité.

Selon le rapport annuel de l'OCDE *Statistiques des recettes publiques*, l'augmentation des recettes des impôts sur les revenus, des sociétés comme des particuliers, a été le facteur principal de la hausse du rapport impôts/PIB en 2005 en Islande, aux États-Unis et au Royaume-Uni. En Hongrie, la baisse s'explique en revanche par des recettes fiscales plus faibles sur les biens et services.

Le rapport recettes fiscales/PIB a augmenté dans 17 des 24 pays pour lesquels des chiffres provisoires sont disponibles, et a diminué dans cinq pays seulement. Les plus fortes hausses ont concerné l'Islande, où les recettes fiscales ont augmenté de 3,7 points de pourcentage pour atteindre 42,4 % du PIB, les États-Unis (+1,3 point, à 26,8 % du PIB)

et le Royaume-Uni (+1,2 point, à 37,2 %). La Hongrie a connu la plus forte baisse (-1 point, à 37,1 %).

Dans la plupart des pays de l'OCDE, au moins 90 % des recettes fiscales proviennent d'une combinaison d'impôts sur les revenus et sur les profits, de cotisations de sécurité sociale et de taxes sur les biens et services. La récente hausse des recettes fiscales interrompt une tendance à la baisse de 2000 à 2003. Le rapport recettes fiscales/PIB était alors passé de 36,6 % à 35,8 % du PIB, puis avait légèrement augmenté à 35,9 % en 2004.

La hausse des recettes issues des impôts sur les revenus – particuliers et entreprises inclus – a eu lieu malgré la stabilité des taux légaux d'imposition, voire leur réduction dans de nombreux pays de l'OCDE dont le Royaume-Uni et les États-Unis. ■

Pour plus d'informations sur les *Statistiques des recettes publiques*, contactez [Christopher.Heady@oecd.org](mailto:Christopher.Heady@oecd.org) ou le Centre de politique et d'administration fiscales. L'ouvrage est en vente sur [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org) ou sur [www.sourceoecd.org](http://www.sourceoecd.org) pour les abonnés.

## Le Myanmar blanchi

Le Myanmar a été retiré de la liste des pays et territoires non coopératifs dans la lutte internationale contre le blanchiment des capitaux. Le groupe d'action financière (GAFI), qui lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, a jugé que le Myanmar avait fait des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de son système anti-blanchiment. Cette annonce a été faite lors d'une réunion plénière du GAFI à Vancouver, du 9 au 13 octobre 2006.

Le GAFI continuera de surveiller le Myanmar durant l'année à venir, pour s'assurer des progrès en cours. Le groupe, basé au siège de l'OCDE à Paris, a conseillé au Myanmar d'améliorer la réglementation de son secteur financier, notamment des sociétés boursières, et de s'assurer que les marchands de métaux et pierres précieuses suivent les critères anti-blanchiment.

L'approche du GAFI, consistant à identifier des pays et territoires non coopératifs, s'est révélée positive : les 23 pays et territoires listés en 2000 et 2001 ont tous maintenant disparu de la liste grâce aux améliorations de leurs systèmes anti-blanchiment et le financement du terrorisme. Cependant, le GAFI reste vigilant sur les questions de coopération internationale, et déclare qu'il n'hésitera pas à agir si un pays représente une menace réelle pour les efforts internationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Lors de cette réunion, le GAFI a également souhaité la bienvenue à la Corée en tant qu'observateur, première étape vers une adhésion à part entière. La Chine a déjà le statut d'observateur auprès du GAFI, et des négociations dans ce but sont en cours avec l'Inde. ■

Voir [www.fatf-gafi.org](http://www.fatf-gafi.org)



• En bref •

## Croissance modérée

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone OCDE a augmenté de 0,7 % en termes réels au second trimestre 2006, en baisse de 1 % par rapport au trimestre

précédent, selon des estimations préliminaires. Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 0,6 % au second trimestre 2006, contre 1,4 % au trimestre précédent. Le PIB du Japon a augmenté de 0,2 %, contre 0,7 % au trimestre précédent. Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,9 %, soit le plus fort taux

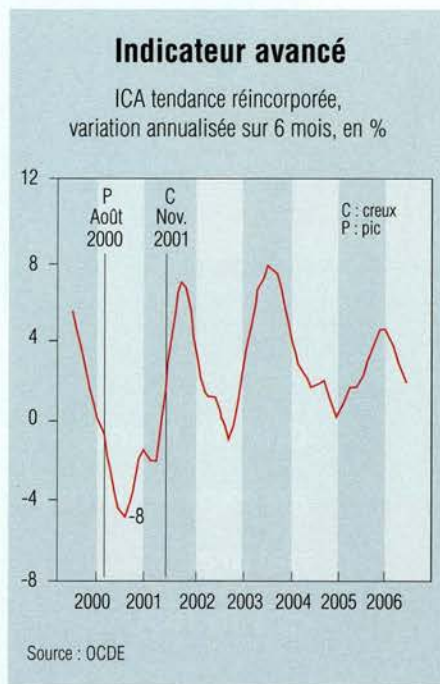
de croissance depuis le deuxième trimestre 2000. Dans les pays du G7, la croissance au second trimestre 2006 allait de 0,2 % au Japon à 1,1-1,2 % en France. Par rapport à l'année précédente, les États-Unis ont connu la plus forte croissance, à 3,5 %, et l'Italie la plus faible, à 1,5 %. ■

## Ralentissement ?

Selon les derniers indicateurs composites avancés (ICA) de l'OCDE, l'expansion devrait ralentir dans la zone OCDE. En août 2006, le taux de variation annualisée sur six mois indique une baisse des performances dans toutes les économies du G7 à part le Canada. L'ICA pour la zone OCDE a diminué d'un point, passant de 109,7 en juillet à 109,6 en août, et son taux de variation sur six mois a baissé pour le cinquième mois consécutif.

L'ICA du Canada a chuté de 0,2 point en août, mais son taux de variation annualisée sur six mois indique une tendance à la hausse depuis mai 2005. L'ICA de la France a augmenté de 0,5 point en août, et son taux de variation annualisée sur six mois a été relativement stable depuis octobre 2005. Concernant les économies non membres de l'OCDE, les derniers chiffres laissent prévoir un ralentissement pour la Chine, mais une expansion solide pour l'Inde, la Russie et le Brésil.

Les ICA de l'OCDE regroupent de nombreuses données, telles que les permis de construire, les carnets de commandes, les taux d'intérêt à long terme, et des résultats de



sondages, pour obtenir des signaux précoces des tendances futures de l'activité économique. Pour plus de détails sur les graphiques et les données de référence, voir [www.oecd.org/statistiques](http://www.oecd.org/statistiques). ■

## Légère baisse de l'inflation

Entre août 2005 et août 2006, les prix à la consommation ont augmenté de 3 % dans la zone OCDE, contre 3,1 % entre juillet 2005 et juillet 2006. L'augmentation mensuelle était de 0,2 % entre juillet et août, après une hausse de 0,1 % entre juin et juillet. Dans la zone euro, l'inflation était de 2,3 % entre août 2005 et août 2006, contre 2,5 % en juillet. Ces chiffres étaient de 3,8 % en août, après 4,1 % en juillet pour les États-Unis, et 0,9 % en août 2005, contre 0,3 % en juillet pour le Japon.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 11,6 % sur un an en août, contre 14,3 % en juillet. La hausse des prix de l'alimentation était de 2,6 % sur un an en août 2006, contre 2 % en juillet. Hors variations de l'alimentation et de l'énergie, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % sur un an en août 2006, contre 2,1 % en juillet.

Des données détaillées sont disponibles sur [www.oecd.org/statistiques](http://www.oecd.org/statistiques). ■

## Baisse des échanges

La croissance du commerce de marchandises en volume des pays du G7 a poursuivi sa baisse, corrigée des variations saisonnières, au deuxième trimestre 2006, jusqu'à 1,1 % pour les exportations et 0,1 % pour les importations. Les États-Unis, l'Allemagne et le Japon ont vu leurs performances stagner ou ralentir. En glissement annuel, cependant, le commerce en volume du G7 a continué de progresser de 8,9 % pour les exportations et de 5,7 % pour les importations.

En valeur, les échanges de biens et services étaient stables ou en progression. Les exportations de biens et services ont augmenté de

5,1 %, en valeur corrigée des variations saisonnières, au second trimestre 2006 par rapport au précédent trimestre. Les importations ont augmenté de 4,8 % sur la même période. En glissement annuel, la croissance des exportations des biens et services des pays de l'OCDE a augmenté à 12 % alors que celle des importations a atteint 13,4 %.

En 2005, le total des exportations de biens et services des 30 pays membres de l'OCDE a représenté 8,5 billions de dollars US (5,1 billions pour le G7), tandis que la valeur des importations était supérieure, à 8,9 billions (5,7 pour le G7). Les marchandises comptaient pour 78 % des exportations de biens et services, et pour 81 % des importations. ■

Voir [www.oecd.org/std/its](http://www.oecd.org/std/its)



Energy supply and services, transmission/storage and distribution of natural gas: such have been the daily activities of Gaz de France for over 50 years. Involved in all segments of the natural gas chain, the Gaz de France Group is deploying its know-how internationally, placing sustainable development at the heart of its growth strategy. [www.gazdefrance.com](http://www.gazdefrance.com)

Publicité - © Médiathèque Gaz de France / X. Renauld / F. Dunoisau / P.F. Grosjean / P. Delavie / A. Keller - Getty Images/Digital Vision

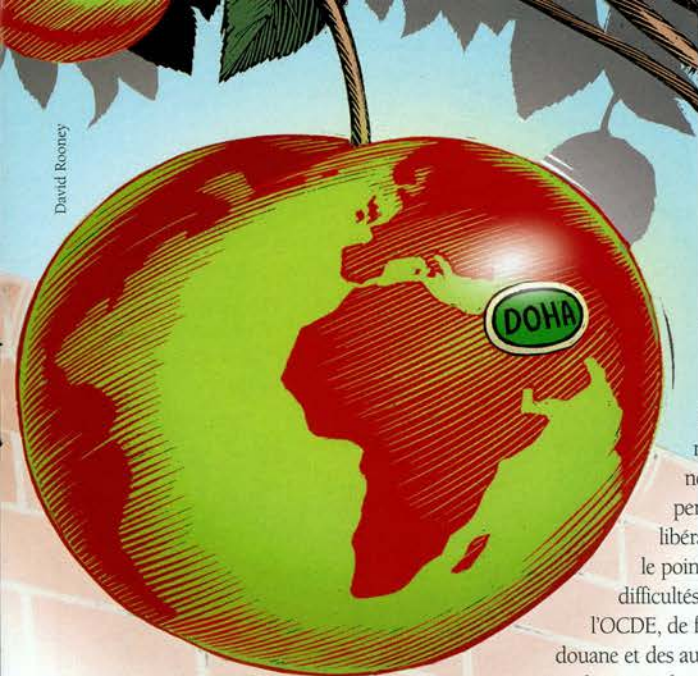


Gaz de France:  
an expert in the  
natural  
gas industry.



Bringing energy to you. For today. For tomorrow.





# Doha, une étape cruciale

Le cycle du développement de Doha, lancé en novembre 2001, est dans l'impasse depuis juillet 2006. Les échanges internationaux sont beaucoup plus libres qu'il y a une trentaine d'années, mais les obstacles et les restrictions restent nombreux, laissant un potentiel important inexploité. Cependant Doha, à la différence des cycles précédent, se concentre sur le développement, à travers une participation accrue des pays pauvres aux échanges mondiaux. Voici quelques raisons pour lesquelles il importe de sauver le processus de Doha.

## Prospérité agricole

Le cycle de Doha est peut-être une étape facile dans l'organisation des échanges mondiaux, mais les négociations tendues n'ont pas permis d'arriver à un résultat. La libéralisation du secteur agricole est le point qui a soulevé le plus de difficultés. Pourtant, selon les études de l'OCDE, de fortes réductions des droits de douane et des autres obstacles à l'accès aux marchés agricoles offriraient les plus grands avantages aux pays développés comme aux pays en développement. C'est particulièrement important pour ces derniers puisqu'un meilleur accès aux marchés des économies riches leur permettrait d'accroître leur production, d'accentuer leur spécialisation et d'améliorer leur productivité, générant un excédent économique ou une épargne qu'ils pourraient investir dans la modernisation de leurs économies.

Le cycle d'Uruguay a conduit aux premières évolutions sur l'agriculture, fixant les droits de douane dans ce secteur afin que les pays ne puissent pas les relever ensuite, et convertissant de nombreux obstacles non tarifaires, tels que les mesures sanitaires, en droits de douane. Les réformes de 1994 ont aussi introduit des contingents tarifaires permettant à un pays d'importer une quantité déterminée de produits agricoles à un taux réduit de droits de douane. Cependant, les contingents tarifaires étaient généralement très restreints et les droits de douane globaux souvent très élevés, parfois supérieurs à 100 %, ce qui a rendu impossible tout bénéfice commercial dans le secteur agricole.

L'objectif du cycle de Doha est le développement, ce qui rend la réforme agricole indispensable à la réussite des négociations. Les discussions portent surtout sur l'accès aux marchés, notamment sur les droits de douane, forme de soutien la plus répandue et qui cause le plus de distorsions dans les échanges, et donc la plus avantageuse à réformer. Les exportateurs agricoles performants, comme l'Australie, le Brésil, la Thaïlande et les États-Unis, en seraient les principaux bénéficiaires, mais les consommateurs des pays de l'OCDE en tireraient profit aussi. On notera que les pays de l'OCDE

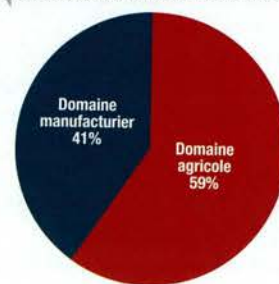
sortiraient gagnants d'une réduction de moitié des mesures de soutien agricole, même si les pays non membres de l'Organisation y gagneraient aussi.

Pour que les pays en développement soient vraiment bénéficiaires, il importe de s'attaquer aussi à d'autres formes de soutien dans les pays de l'OCDE, notamment les paiements directs en fonction de la production ou de la consommation d'intrants et les subventions à l'exportation. Autrement, les avantages éventuels des réductions tarifaires pourraient être annulés. Prenons l'exemple du coton : certains pays de l'OCDE accordent de tels niveaux de soutien aux producteurs nationaux que les pays pauvres d'Afrique subsaharienne, qui devraient normalement jouir d'un avantage comparatif dans cette culture, ne peuvent soutenir la concurrence ni obtenir les emplois et la croissance que devraient leur assurer la vente de ce produit. Par ailleurs, les réductions tarifaires peuvent aussi favoriser les réformes intérieures dans les pays de l'OCDE, car les autres mesures de protection des intérêts des agriculteurs deviennent moins défendables et plus coûteuses en l'absence de protection tarifaire.

La progressivité des droits de douane pose aussi problème, puisque des droits plus élevés pour les aliments transformés entravent l'exportation de produits à haute valeur ajoutée par les pays en développement. Par exemple, le Japon ne taxe pas les importations de cacao mais les droits sur les importations de pâte de chocolat atteignent 25 %. Ces politiques limitent les possibilités des pays pauvres de s'enrichir grâce à leurs produits agricoles, et les cantonnent dans la culture de produits de base. En d'autres termes, la libéralisation des échanges libérerait aussi le potentiel des agriculteurs. ■ DC

### Gains agricoles

Gains de bien-être générés par une libéralisation mondiale des droits de douane à hauteur de 50 %



Source : OCDE



## Grains de productivité

Comment un meilleur accès aux marchés aide-t-il les pays pauvres à se développer ? Grâce à la productivité. Des gains de productivité durables, fondés sur de nouveaux savoirs et sur l'innovation, représentent le principal moyen, pour les pays, d'améliorer leur niveau de vie. Avec un taux de croissance annuel moyen de la productivité de 1 %, il faudra près de 70 ans à un pays pour doubler son niveau de vie. Avec un taux de 2 %, il lui faudra deux fois moins de temps.

En un mot, le commerce augmente le niveau de productivité général d'une économie, et donc sa capacité à fournir un meilleur niveau de vie.

Comment cela se passe-t-il ? La libéralisation des échanges déplace le travail et le capital vers les activités qui ont le plus fort potentiel de hausse de la productivité, aux dépens de celles qui ont un potentiel

faible. Par la concurrence et l'accès à de nouveaux marchés, et grâce aux retombées en termes de technologie et de savoir, les pays peuvent se spécialiser davantage et accroître leur production dans la perspective de débouchés plus larges. Le niveau global de productivité est donc plus élevé : au lieu de produire, comme avant, 100 articles pour de petits marchés, les entreprises en produisent 1 000, moins chers et de meilleure qualité. La main-d'œuvre est plus qualifiée, la technologie est meilleure, les méthodes de gestion sont plus pointues et les marchés sont plus accessibles. Cette dynamique crée davantage de richesse.

Ce phénomène s'observe dans les pays développés et en développement. Les constructeurs automobiles américains, japonais et allemands ont déplacé leur axe de productivité en adoptant de nouvelles techniques de production et en se concentrant sur les composants ayant la plus forte intensité de savoir. Ainsi, les pays en développement s'occupent des composants de moindre valeur, qui représentent néanmoins pour eux d'intéressantes possibilités de productivité, et leur permettront de passer à des activités de

valeur plus élevée dans l'avenir. Par ailleurs, l'accord de libre-échange signé par le Mexique avec ses voisins nord-américains a ouvert des marchés et attiré l'investissement, augmentant le potentiel de productivité du pays. Hors de la zone OCDE, on observe des cercles vertueux analogues entre échanges et productivité dans le Taipei chinois et à Singapour, ainsi qu'en Chine et en Inde.

Un récent rapport de l'OCDE sur la Chine montre que la production de technologie de l'information à bas coût a permis aux entreprises des pays de l'OCDE d'acquérir des technologies chinoises pour renforcer leur productivité grâce à une meilleure gestion et à une meilleure utilisation de ces technologies. Paradoxalement, ces gains de productivité n'ont pas encore eu lieu dans les entreprises chinoises, qui ne possèdent souvent pas le savoir-faire nécessaire pour tirer des mêmes systèmes de TI un avantage en termes de productivité (voir page 24).

Les nouvelles entreprises sont l'un des moyens les plus rapides d'introduire de nouveaux savoirs et de nouvelles technologies dans l'économie. Pour que les pays en développement bénéficient de la libéralisation

## Échanges Sud-Sud

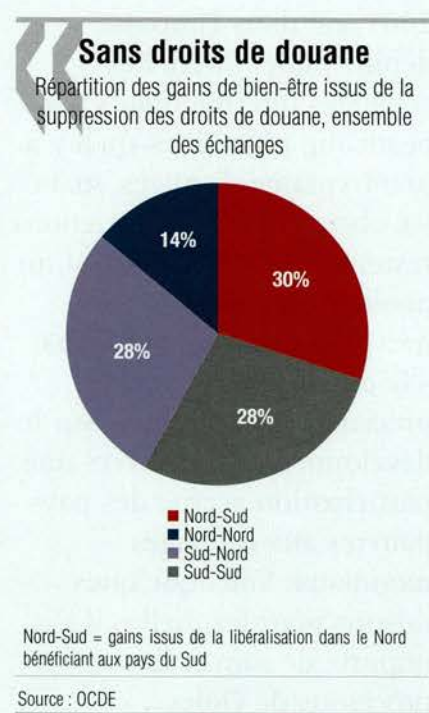
Au delà de l'amélioration de l'accès aux marchés des pays riches, il y a un aspect du commerce vital pour que le cycle de négociations de Doha débouche sur une réduction de la pauvreté : les échanges entre pays en développement, ou « échanges Sud-Sud ». Le potentiel est énorme. Les pays pauvres auraient plus à gagner que beaucoup ne l'imaginent à s'ouvrir les uns aux autres et à commercer davantage entre eux.

Les études de l'OCDE et d'autres sources montrent que les pays en développement gagneraient au moins autant à la libéralisation des échanges Sud-Sud qu'à l'ouverture de l'accès aux marchés des pays industrialisés. Cela vaut tout particulièrement dans le domaine des droits de douane pour le secteur agricole. Il y a des signes encourageants. Les échanges Sud-Sud

de marchandises se sont accrus plus rapidement que les échanges Nord-Nord ou Nord-Sud depuis le début des années 90, même si le point départ était nettement plus bas : ils sont passés à 6 % des exportations mondiales en 2003, soit le double du niveau des années 80 et le niveau le plus élevé depuis 50 ans. En témoigne l'expansion du commerce entre l'Inde et la Chine, ainsi qu'avec les pays de l'ASEAN. Les échanges Sud-Sud de services représentent tout juste 10 % du commerce mondial des services.

Cela dit, les échanges Nord-Sud dominent toujours le commerce des pays en développement, le commerce Sud-Sud représentant tout juste 14 % de leurs échanges totaux de marchandises. De plus, les pays les plus pauvres ne jouent qu'un rôle mineur dans le commerce mondial : à peine 1 % du total.

Les obstacles auxquels se heurtent les échanges entre pays en développement sont





commerciale, il faut donc prêter attention au cadre offert aux entreprises, et notamment leur permettre de se développer grâce à la concurrence. Les procédures de création d'entreprise, les normes de fonds propres, les licences, l'obtention de crédit, les impôts, le respect des contrats, le recrutement de salariés et l'enregistrement des titres de propriété : tout cela contribue au cadre de croissance, et renforce l'attractivité pour l'investissement étranger productif.

Cependant, les obstacles commerciaux nuisent à la productivité en maintenant des coûts élevés, en ralentissant l'innovation et en étouffant les incitations à améliorer la gestion. Certaines branches d'activité peuvent préférer rester un certain temps à l'écart des échanges mondiaux pour se renforcer avant d'affronter la concurrence. Les pouvoirs publics doivent évidemment gérer la situation, travaillant en partenariat pour encourager l'ajustement, la bonne gouvernance, l'investissement, la formation, une meilleure gestion etc., tout en visant la libéralisation des échanges. L'histoire le montre : les échanges, et non le protectionnisme, améliorent la productivité. ■ DC

environ trois fois plus élevés que ceux qui s'opposent au commerce Nord-Nord ou Nord-Sud. Les droits de douane sont habituellement plus élevés, de même que les frais de dédouanement et autres coûts liés aux échanges. En effet, les pays les plus pauvres ont généralement les droits de douane les plus élevés, en partie parce que ces droits représentent un pourcentage important des recettes publiques. Pour réaliser leur potentiel d'ouverture des marchés, ces pays devront adopter d'autres mesures, en plus de la libéralisation commerciale, afin de faciliter l'ajustement.

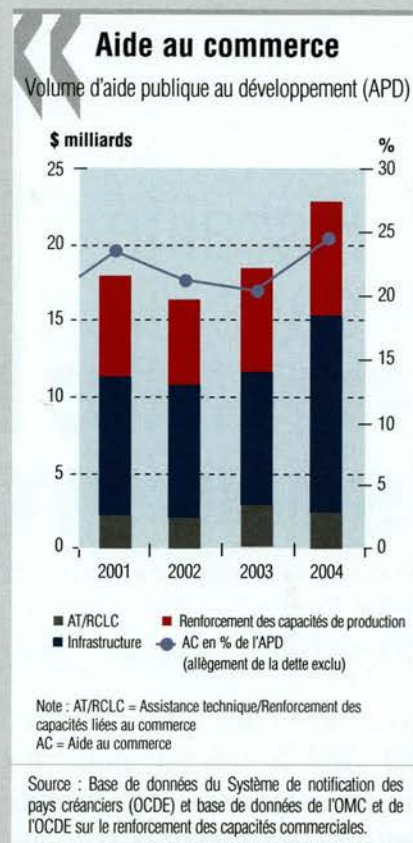
Cependant, le message est clair : les pays en développement en tant que groupe ont plus à gagner en termes de revenu national de la réussite des négociations de Doha que les pays développés. Le montant de leurs gains dépendra en fin de compte de leurs propres dispositions à ouvrir leurs marchés et à accroître leurs échanges entre eux. ■ DC

## Se préparer aux marchés

Les grandes nations commerciales ne se sont pas édifiées en un jour. Transport maritime, installations portuaires, institutions financières et juridiques, compétences et pratiques, cela s'est développé au cours des siècles. Il n'est pas étonnant que certains pays en développement, ayant du mal à accéder aux marchés, soient effrayés par la libéralisation des échanges mondiaux. Néanmoins, pour pouvoir profiter d'un meilleur accès aux marchés et s'élever dans la chaîne de valeur, il leur faut se doter d'une infrastructure, de facilités de crédit et d'autres services améliorant le fonctionnement du marché. Cela leur sera plus facile s'ils sont convaincus d'obtenir un accès potentiel aux marchés et des possibilités de croissance. Mais ces pays, particulièrement les plus pauvres, ont souvent besoin d'aide pour renforcer leurs capacités.

C'est pourquoi l'aide internationale est si importante. Le montant de l'assistance technique liée au commerce et de l'aide au renforcement des capacités s'est accru de 50 % depuis le lancement du cycle de Doha il y a cinq ans. De plus, les donateurs sont intervenus dans le domaine plus général de l'aide au renforcement des capacités commerciales : en 2004, près de 23 milliards de dollars lui ont été consacrés, soit 25 % du total de l'aide publique bilatérale au développement, allègement de la dette exclu. L'aide concerne les douanes, les assurances et d'autres domaines juridiques et réglementaires ; l'infrastructure permettant d'acheminer les produits et de les exporter ; les initiatives pour améliorer l'environnement commercial.

Selon la plupart des évaluations, l'impact de ces programmes d'aide pourrait être amélioré. Il est parfois difficile de déterminer qui reçoit l'aide et à quelles fins. Les principes directeurs, notamment ceux de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, sont loin d'être appliqués, notamment sur l'appropriation des programmes et l'évaluation des résultats.



Le plus important est d'assurer l'efficacité des dépenses d'aide aux échanges. Le secteur privé pourrait s'impliquer davantage, car les entreprises sont bien placées pour identifier les besoins réels dans le domaine commercial. Elles pourraient aussi aider à responsabiliser les autorités locales quant à leurs résultats.

Les institutions ne doivent pas cesser de contrôler l'efficacité de l'aide, non seulement les engagements d'aide mais leur impact sur le terrain. La base de données OCDE/OMC sur le renforcement des capacités commerciales et le dialogue avec les organisations multilatérales et les pays partenaires sont des étapes dans la bonne direction. ■ RJC

Pour plus d'information sur les questions agricoles dans le Programme de Doha pour le développement, contactez Ken. Ash@oecd.org ; sur la productivité et les échanges Sud-Sud, Przemyslaw.Kowalski@oecd.org ; sur le renforcement des capacités, Frans.Lammersen@oecd.org. Voir [www.oecd.org/doha](http://www.oecd.org/doha)



# Fiscalité dans un monde sans frontières



(De gauche à droite) Jeffrey Owens, OCDE ; Mark Everson, Internal Revenue Service (États-Unis) ; Jeon Goon-pyo, Directeur général des impôts (Corée)

Jeffrey Owens, Directeur, Centre de politique et d'administration fiscales

**Assurer la discipline fiscale : un défi à relever pour les gouvernements du monde entier. Des mesures peuvent être prises.**

La mondialisation s'accompagne de coûts et d'avantages, même pour le fiscaliste. L'évolution vers un monde sans frontières offre aux contribuables de nouvelles possibilités de réduction du montant de leurs impôts. Cette planification fiscale est dans une large mesure légitime. Une planification fiscale judicieuse est nécessaire, étant donné les conditions dans lesquelles les entreprises évoluent, avec des législations de plus en plus complexes, notamment pour les activités internationales. Elles souhaitent par ailleurs réduire légalement leurs coûts, notamment fiscaux.

Néanmoins, cette complexité a ouvert la voie à des entorses aux réglementations, et à une comptabilité « créative ». Plus grave, de nombreux dispositifs examinés par les administrations fiscales sont apparus comme illégaux. Il peut s'agir de dissimulation délibérée de revenus, de fausses déclarations sur des transactions entre différents secteurs

de la même entreprise, etc. En outre, un nombre croissant de résidents et d'entreprises profitent de la plus grande liberté de mouvements transfrontières permise par la mondialisation, l'intégration politique et les progrès technologiques, pour se soustraire illégalement à l'impôt. Cette forme d'indiscipline a été favorisée par les politiques et pratiques de certains centres financiers extraterritoriaux qui facilitent la dissimulation de revenus et d'actifs non déclarés.

Peu de gens paient des impôts avec enthousiasme. Cependant, la plupart d'entre eux comprennent que les impôts sont nécessaires au financement des services publics et des infrastructures auxquels les ménages et les entreprises ont recours : recherche, soins de santé, éducation, sécurité, etc. Le non-respect de la législation fiscale réduit les fonds dont dispose l'administration pour assurer ces services. Par ailleurs, ce comportement est d'une injustice flagrante pour la majorité des contribuables respectueux de la loi, qui doivent ainsi supporter plus que leur juste part de la charge fiscale. Parallèlement, l'action des administrations fiscales est bloquée par les frontières, tandis que le renforcement de l'indiscipline fiscale au niveau international rend plus difficile une application efficace et équitable de la loi.

Il est difficile de chiffrer les pertes exactes résultant de cette indiscipline fiscale transfrontière, mais elles sont généralement considérées dans de nombreux pays comme une « fuite » de recettes importantes. L'Irlande a récemment recouvré près de 900 millions d'euros auprès de résidents qui avaient utilisé des banques des îles Anglo-normandes pour contourner le fisc. Le Royaume-Uni s'attend à recouvrer 1,9 milliard de livres suite au récent durcissement de sa lutte contre la fraude fiscale transfrontière. Et un récent rapport du Sénat américain a estimé que l'Internal Revenue Service pourrait subir un manque à gagner de 40 à 70 milliards de dollars au profit des paradis fiscaux. Si ces pratiques ne sont pas surveillées, l'érosion des bases d'imposition nationales se poursuivra inévitablement, avec des conséquences négatives pour les particuliers et les entreprises respectueux de la loi, ainsi que pour l'administration et l'intégrité générale du système fiscal.

L'indiscipline fiscale concerne toutes les catégories de contribuables et prend de nombreuses formes. Les particuliers peuvent dissimuler des actifs ou des revenus imposables en utilisant des comptes à l'étranger, des fiducies ou des « sociétés écrans » localisées dans des paradis fiscaux ou des pays qui ne communiquent pas de renseignements



fiscaux. Par ailleurs, les petites entreprises ou celles qui ont peu d'actionnaires peuvent utiliser ces sociétés écrans pour transférer des bénéfices à l'étranger, souvent en utilisant des fausses factures et en surfacturant (ou en sous-facturant) des transactions intra-entreprises. Selon une autre pratique trop répandue, certaines grandes sociétés manipulent les prix de transfert entre leurs filiales pour transférer artificiellement des revenus vers des juridictions à faible imposition et des dépenses vers les juridictions à forte imposition.

Les gouvernements ont assurément le devoir vis-à-vis de leurs concitoyens de mettre fin à ces pratiques. C'est pourquoi ils affinent leurs stratégies pour identifier les domaines, secteurs ou activités les plus risqués. De nouvelles méthodes sont étudiées pour échanger des renseignements entre autorités fiscales, notamment en partageant les expériences acquises dans le traitement des refuges fiscaux. Dans le contexte actuel, plus ouvert, les gouvernements reconnaissent par ailleurs la nécessité d'un meilleur accès aux renseignements nationaux, notamment aux informations détenues par d'autres départements ministériels et par les unités de lutte contre le blanchiment de capitaux. Les administrations fiscales ont dû faire preuve d'une plus grande ouverture dans la communication de leurs stratégies de discipline fiscale aux contribuables et de leurs positions sur certaines catégories particulières de dispositifs fiscaux. Ceci est important dans un monde qui évolue rapidement, les sociétés imaginant sans cesse de nouveaux dispositifs pour réduire au minimum leur impôt. L'Australie applique ainsi un système « d'alertes aux contribuables » qui expose les préoccupations de l'administration fiscale au sujet des nouveaux dispositifs fiscaux. Plus généralement, les gouvernements reconnaissent qu'une meilleure discipline fiscale exige des conseils d'administration des entreprises davantage de responsabilité dans leurs propres stratégies fiscales, et qu'ils soient mieux informés des risques que ces stratégies peuvent impliquer en termes financiers et de réputation.

Pour traiter ces questions, les responsables des administrations fiscales de 35 pays se sont réunis à Séoul en septembre lors du Forum de l'OCDE sur l'administration fiscale. Ce Forum unique a pour objet, depuis 2002, de promouvoir la coopération entre les

administrations fiscales et les hauts fonctionnaires afin de favoriser la mise en place de bonnes pratiques administratives en matière fiscale.

Les participants à la réunion de Séoul ont convenu dans l'ensemble que l'indiscipline fiscale internationale pose un problème préoccupant, nécessitant une réponse de la part des gouvernements nationaux et au niveau de l'OCDE. Les réponses nationales impliquent notamment des techniques efficaces de gestion du risque au niveau organisationnel et opérationnel, et une application plus stricte de la loi avec des pénalités plus sévères. La mise en place d'organismes spécialisés pour lutter contre

### **L'indiscipline fiscale réduit les fonds nécessaires aux services publics. Elle est aussi d'une injustice flagrante.**

l'indiscipline fiscale liée aux paradis fiscaux doit également être examinée. Il y a aussi lieu d'aborder la question du rôle des cabinets d'experts comptables et d'avocats, des banques d'investissement et autres institutions dans la promotion de l'utilisation de refuges fiscaux. Les dirigeants et les comités d'audit des grandes entreprises (par exemple les directeurs généraux et les conseils d'administration) devraient être invités à assumer davantage la responsabilité de leurs stratégies de planification fiscale.

Cependant, les participants à la réunion de Séoul ont admis que, pour être efficaces, les initiatives nationales avaient besoin d'être appuyées par des actions internationales. Celles-ci pourraient consister notamment à partager des renseignements sur l'identification de dispositifs fiscaux et sur les stratégies des différents pays pour remédier à ces problèmes. Les dispositions relatives aux échanges de renseignements qui figurent dans les conventions fiscales bilatérales et les accords d'échanges de renseignements fiscaux avec les centres financiers extraterritoriaux seraient également renforcées. Par ailleurs, les Principes de l'OCDE en matière de prix de transfert devraient être tenus à jour et appliqués de manière cohérente. De plus, la coopération

entre les administrations fiscales et autres organismes chargés de l'application de la loi devrait être améliorée.

Certes, il faut aussi que les gouvernements méritent leur droit à percevoir l'impôt. Les participants à la réunion de Séoul ont reconnu que les attitudes du public à l'égard de l'impôt sont influencées par une série de facteurs, tels que la perception de la qualité des biens et services publics, et le niveau de confiance entre les citoyens et leurs gouvernements en général. Il appartient aux administrations fiscales et aux gouvernements de coopérer pour influencer sur ces attitudes et obtenir cette confiance.

La conférence de Séoul a convenu qu'au cours des deux prochaines années, les actions de l'OCDE dans ce domaine devraient porter sur quatre points :

(i) Poursuite de l'élaboration du répertoire de l'OCDE des schémas fiscaux agressifs afin d'identifier les tendances et les mesures permettant de les contrer.

(ii) D'ici fin 2007, achèvement d'une étude sur le rôle des cabinets d'avocats et d'experts comptables, des autres conseillers fiscaux et institutions financières dans le domaine de l'indiscipline fiscale et de la promotion de dispositifs inacceptables de réduction de l'impôt.

(iii) Recherche des modalités selon lesquelles les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE de 2004 pourraient s'appliquer dans le domaine fiscal.

(iv) Amélioration de la formation des agents des impôts dans le domaine de la fiscalité internationale.

Les progrès accomplis sur ces initiatives seront réexaminés lors de la prochaine réunion du Forum, organisée par l'Afrique du Sud en janvier 2008. ■

#### **Références**

- Les travaux de l'OCDE sur l'administration fiscale et le texte de la Déclaration de Séoul sont disponibles sur : [www.oecd.org/ctp/af](http://www.oecd.org/ctp/af)
- Travaux de l'OCDE sur les prix de transfert : [www.oecd.org/ctp/pt](http://www.oecd.org/ctp/pt)
- Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE : [www.oecd.org/daf/affairesentreprises/droit](http://www.oecd.org/daf/affairesentreprises/droit)



AMP

IEP

YMP



« Publicité »

**NOUS AVONS DES PROGRAMMES  
POUR (PRESQUE) TOUTES  
LES ÉTAPES DE VOTRE CARRIÈRE.**



**EN SAVOIR PLUS**

[www.insead.edu/executives](http://www.insead.edu/executives)

**EUROPE CAMPUS**

Allison Wheeler

T: +33 (0)1 60 72 45 35

E: [allison.wheeler@insead.edu](mailto:allison.wheeler@insead.edu)

**ASIA CAMPUS**

Jaclyn Mah

T: +65 6799 5288

E: [execed.asia@insead.edu](mailto:execed.asia@insead.edu)

\* Nous formons de meilleurs dirigeants, pour de meilleures organisations et de meilleures performances.

**INSEAD Executive Education**

We develop leaders, who develop people, who develop business\*

**INSEAD**



# Éducation : ambitions à la hausse

Barbara Ischinger  
Directrice, Direction de  
l'Éducation

Quantité, qualité, équité  
et ambition sont les  
quatre grands défis à  
relever par les pays de  
l'OCDE en matière  
d'éducation aujourd'hui.  
Voici pourquoi.



Toutes les huit secondes, un élève dans la zone OCDE sort du système scolaire sans avoir obtenu un diplôme du 2<sup>ème</sup> cycle. Ce qui augure mal de son avenir : en moyenne, 26 % des adultes sans diplôme de ce niveau ont une rémunération au moins 50 % inférieure aux revenus du travail médians à l'échelle nationale.

Les systèmes éducatifs des pays de l'OCDE vont devoir considérablement progresser pour répondre aux besoins des sociétés modernes. Pour cela, les étudiants, les parents et les enseignants doivent se fixer des objectifs plus ambitieux. Les systèmes d'éducation doivent être assouplis, moins tributaires du milieu social, plus ouverts à l'évaluation internationale des performances, et les procédures de financement doivent être remaniées, selon les études et les indicateurs sur l'éducation de l'OCDE contenus dans la dernière édition de *Regards sur l'éducation*.

La technologie a joué un rôle de premier plan dans le développement économique et social au cours des dernières décennies. Elle a transformé la production industrielle et a conduit à des améliorations organisationnelles grâce à Internet. Toutefois, l'essor de la technologie dépend également de la progression

des acquis : une population active très instruite est un préalable nécessaire pour que les nouvelles technologies soient adoptées dans l'ensemble de l'économie.

Par exemple, la réussite économique des États-Unis aujourd'hui découle, du moins en partie, de l'avantage qu'ils ont retiré d'avoir été les premiers à se doter d'un capital humain dont le niveau de base était élevé. Les indicateurs de l'OCDE montrent également que de nombreux pays avaient rattrapé les États-Unis dans les années 80 et les ont finalement dépassés. Ces dernières années, des pays comme la Chine, l'Inde ou la Corée ont également élargi leur offre de personnels hautement qualifiés

En Europe, le nombre de personnes ayant un diplôme universitaire évolue différemment selon les pays. En France, en Italie et au Royaume-Uni, ce nombre n'a pas bougé ; il a diminué en Allemagne.

Dans ce contexte, l'Europe comme les États-Unis sont de plus en plus dépassés dans le domaine éducatif par les pays de l'Asie de l'Est. En partie de ce fait, les membres de l'OCDE ne sont plus concurrencés par des pays émergents offrant de la main-d'œuvre peu qualifiée à bas

coût. Aujourd'hui, la Chine ou l'Inde commencent à fournir du personnel hautement qualifié à un coût limité et à un rythme croissant. Le principal défi réside peut-être dans la concurrence pour obtenir du personnel très qualifié.

Dans le passé, des économies comme la Chine ou l'Inde étaient incapables d'offrir des emplois adéquats à leur propre élite, et beaucoup de hauts diplômés quittaient leur pays pour aller travailler aux États-Unis et en Europe. Ce schéma change rapidement, avec la technologie, et les pays autrefois exportateurs de talents offrent désormais du travail hautement qualifié chez eux. Les pays de l'OCDE ne peuvent ignorer les pressions qui résultent de ces évolutions à moins d'être prêts à subir une grave détérioration de leur bien-être économique.

Les pays de l'OCDE doivent relever de vastes défis dans leurs efforts d'amélioration de leurs structures et de leurs systèmes éducatifs. Ces défis concernent la quantité, la qualité, l'équité et l'ambition en matière d'éducation.

L'exemple de la Corée montre qu'il est possible de relever le défi de la **quantité**. Il y a tout juste



deux générations, ce pays avait le niveau de vie actuel de l'Afghanistan et ses performances éducatives figuraient parmi les plus faibles des pays de l'OCDE. Aujourd'hui, 97 % de tous les Coréens de 25 à 34 ans ont achevé le deuxième cycle du secondaire, taux qui place la Corée en tête dans la zone OCDE.

De nombreux facteurs ont aidé la Corée à progresser plus vite que d'autres pays. Notamment, la société et les professionnels de l'éducation en Corée n'ont jamais accepté les cloisonnements systémiques et structurels qui ont entravé les processus d'apprentissage et renforcé les iniquités dans beaucoup d'autres pays. Lorsque la demande de formation a commencé à dépasser l'offre, les élèves et étudiants n'ont pas été renvoyés chez eux. Les établissements ont plutôt augmenté l'effectif de leurs classes et leurs heures d'ouverture, et les parents ont complété le service public en investissant largement dans la formation de leurs enfants.

Dans le même temps, le Programme international de l'OCDE pour l'évaluation des acquis des élèves (PISA) permet désormais de comparer directement et à intervalles réguliers la **qualité** des résultats éducatifs dans les principaux pays industrialisés. La toute dernière évaluation du PISA (2003) était ciblée sur la capacité des élèves à analyser, raisonner et communiquer efficacement. L'enquête a révélé que les performances des jeunes de 15 ans aux États-Unis et dans la plupart des grandes économies européennes se situaient seulement aux alentours ou en dessous de la moyenne de l'OCDE. À l'inverse, les systèmes éducatifs des six pays de l'Asie de l'Est qui ont pris part à l'évaluation 2003 du PISA figurent parmi les dix meilleurs.

Les indicateurs mettent aussi en évidence dans de nombreux pays de l'OCDE la nécessité de davantage d'**ambition** concernant les résultats et les aspirations. À l'inverse, en Corée, au Japon ou à Hong Kong (Chine), les élèves, les parents et les enseignants, quel que soit leur milieu économique, investissent temps et ressources afin de parvenir aux meilleurs résultats possibles. Une enquête récente évaluant le temps total consacré à l'acquisition de connaissances montre qu'en Chine,

les élèves de 15 ans ont passé en moyenne près de 3 000 heures à apprendre en 2002 – à l'école, sous forme de cours supplémentaires de soutien ou en préparant leurs devoirs à la maison – soit près de deux fois plus que leurs pairs des pays de l'OCDE.

Le PISA a également interrogé les élèves de 15 ans sur leurs propres attentes concernant leurs études futures. Les résultats montrent que les élèves de 15 ans dans tous les pays d'Asie pour lesquels on dispose de données ont de très grandes aspirations puisque environ 60 à 70 % d'entre eux s'attendent à atteindre un

### L'Europe et les États-Unis sont de plus en plus dépassés par les pays de l'Asie de l'Est.

niveau de formation tertiaire au Japon, à Hong Kong (Chine), à Macao (Chine), et en Thaïlande. En Corée, cette proportion atteint même 95 %. La situation est très différente en Europe, où les élèves révèlent un faible degré d'aspiration à faire des études tertiaires, la moitié d'entre eux seulement pensant obtenir un diplôme à ce niveau d'enseignement au cours de leur vie.

De nombreux systèmes éducatifs prétendent garantir l'**équité** des chances de formation. Or, selon l'enquête du PISA, le rôle du milieu social dans la détermination des performances des élèves est encore plus marqué en Allemagne, en France et en Italie qu'aux États-Unis. En Europe

comme aux États-Unis, les inégalités socioéconomiques sont plus importantes que dans n'importe quel pays d'Asie pour lequel des données comparables sont disponibles. Les résultats montrent que les élèves issus de milieux socioéconomiques difficiles ne bénéficient pas des mêmes chances de formation que les enfants des familles des classes moyennes et supérieures.

À l'inverse, la Finlande et le Canada, ainsi que cinq des six pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est pour lesquels des données ont été recueillies dans le cadre du PISA, figurent parmi les pays dont le milieu social a l'incidence la plus faible sur la réussite des élèves. Les données montrent aussi que la variation globale des résultats des élèves, les écarts de résultats d'un établissement à l'autre et la concentration des résultats scolaires en fonction du milieu social sont en général plus marqués dans les pays qui pratiquent une stratification rigide dès un jeune âge entre les types de programmes et d'écoles que dans les systèmes où les programmes d'enseignement ne diffèrent guère d'un établissement à l'autre.

Cependant, la nature extrêmement compétitive des systèmes éducatifs des pays de l'Asie de l'Est conjuguée aux attentes excessivement élevées des enseignants font peser une pression considérable sur les élèves, qui se disent en général très angoissés : tous les pays de cette région qui ont pris part à l'enquête 2003 du PISA ont signalé que les élèves témoignaient pendant les épreuves de mathématiques d'un degré de désarroi et de détresse émotionnelle bien supérieur au niveau moyen observé dans les pays de l'OCDE. L'éducation porte certes sur le savoir et les compétences, mais elle doit aussi transmettre aux étudiants l'amour de l'apprentissage, particulièrement dans un monde où, de plus en plus, c'est tout au long de la vie qu'il faut apprendre. ■

Cet article reprend l'éditorial de *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE* (édition 2006). Ce rapport de 450 pages comprend des données et des analyses sur les performances, les résultats, les questions financières, l'accès et l'environnement d'apprentissage. Il est disponible sur [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org). ISBN 9264025332

(Voir aussi p41)







Sandro Welini/Council of Europe/OIECD

# Soins de santé

## Objectif **qualité**

La performance des systèmes de santé est suivie avec beaucoup d'attention. Le Projet sur les indicateurs de la qualité des soins de santé (HCQI) peut contribuer à déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. La tâche des décideurs en sera facilitée.

Jadis, les empereurs de Chine ne payaient leurs médecins que lorsqu'ils étaient en pleine santé et les sanctionnaient quand ils tombaient malades. Être malade signifiait que le traitement était inefficace, le médecin avait fait son travail quand on était en bonne santé. C'était l'objectif.

Cet idéal, lourd à assumer pour les praticiens, n'est pas très loin de l'état d'esprit actuel. Tout le monde veut être en bonne santé, mais en raison de contraintes budgétaires croissantes, le coût fait désormais partie de l'équation. L'attention du public se porte plus que jamais sur les résultats concrets des systèmes de santé.

Dans ce domaine, les pays de l'OCDE ont accompli des progrès indéniables : nous vivons plus longtemps et certaines maladies autrefois

pandémiqes sont maîtrisées ou éradiquées. Mais les soins de santé ne sont pas bon marché. Dans l'OCDE, les dépenses de santé représentent presque 9 % du PIB, et jusqu'à 15 % aux États-Unis.

Deux facteurs devraient influencer les politiques de santé dans les années à venir : les coûts, augmentant inévitablement du fait des technologies et du vieillissement des populations ; et la demande publique, car les populations plus âgées sont toujours plus exigeantes à l'égard des services de santé.

On ne se contente plus aujourd'hui d'examiner la santé en termes de dépenses par habitant ou du nombre de lits d'hôpitaux, par exemple. De tels paramètres en disent plus long sur les aspects économiques et l'efficacité de la gestion que sur la performance effective. La population est de plus en plus critique envers les insuffisances des systèmes de santé. Les gens sont mieux informés, au moins superficiellement, des performances des autres pays. Dans un monde où les citoyens sont critiques et où les coûts augmentent, les systèmes de santé et les efforts des pouvoirs publics sont en fin de compte jugés d'après leurs résultats.

Les patients obtiennent-ils tous les soins requis lorsqu'ils consultent leur médecin ? Les taux de survie après une intervention chirurgicale lourde sont-ils bons ? Quelles sont les pratiques exemplaires, et comment d'autres facteurs

exogènes dans la population affectent-ils les résultats ?

Aujourd'hui, les différences dans la façon dont sont collectées les données au niveau national sont telles qu'il est difficile d'avancer des réponses exploitables et constructives. C'est pourquoi la mesure de la qualité occupe une place croissante dans les programmes nationaux de suivi et de communication des résultats, et est même requise par certains organes législatifs. Quelques pays doivent améliorer leurs soins de santé pour des groupes déterminés, mais manquent des instruments de mesure et d'analyse pour assurer la prestation de soins de qualité à l'intérieur de régions ou de groupes.

C'est là qu'intervient le Projet de l'OCDE sur les indicateurs de la qualité des soins de santé (HCQI). Selon Edward Kelly, coordinateur du projet depuis 2005, c'est le plus ambitieux projet de long terme jamais entrepris pour collecter et

### Saviez-vous qu'une personne sur cinq décède dans l'année suivant une fracture du col du fémur ?

communiquer des données de qualité dans la perspective d'une analyse internationale. Mené avec le concours d'experts gouvernementaux d'un grand nombre de pays, ce projet vise à établir des méthodes d'évaluation des performances thérapeutiques et de communication des données acceptables par tous.

L'idée n'est pas entièrement nouvelle : le Commonwealth Fund et les ministres du Conseil nordique avaient aussi élaboré des indicateurs. Mais les nouveaux travaux de l'OCDE vont au-delà de ces deux études en couvrant un plus grand nombre de pays au moyen de données plus exhaustives.

Le rapport initial, disponible sur [www.oecd.org/sante](http://www.oecd.org/sante) (voir références), regroupe des données sur 13 indicateurs provenant de 23 pays : **Dépistage du cancer et survie** : survie au cancer du sein, dépistage par mammographie ; survie au cancer du col de l'utérus ; dépistage du cancer du col de l'utérus ; survie au cancer colorectal ; **Vaccination et incidence des maladies pouvant être prévenues par la vaccination** : incidence des maladies pouvant être prévenues par la vaccination ; couverture



vaccinale de base à 2 ans ; vaccination antigrippale pour les adultes de plus de 65 ans ;

**Maladies des voies respiratoires** : taux de mortalité asthmatique ; **Maladies cardiovasculaires** : crises cardiaques, appelées infarctus aigus du myocarde (IAM) – taux de mortalité à 30 jours ; accidents vasculaires cérébraux – taux de mortalité à 30 jours ; **Rapidité des soins** : délais d'attente pour une chirurgie pour fracture du col du fémur ; **Facteurs de risque évitables** : taux de tabagisme.

Le rapport aide le lecteur à comparer les performances et évaluer la validité de chaque indicateur au regard de sa pertinence clinique, de sa relation à la qualité et de sa fiabilité.

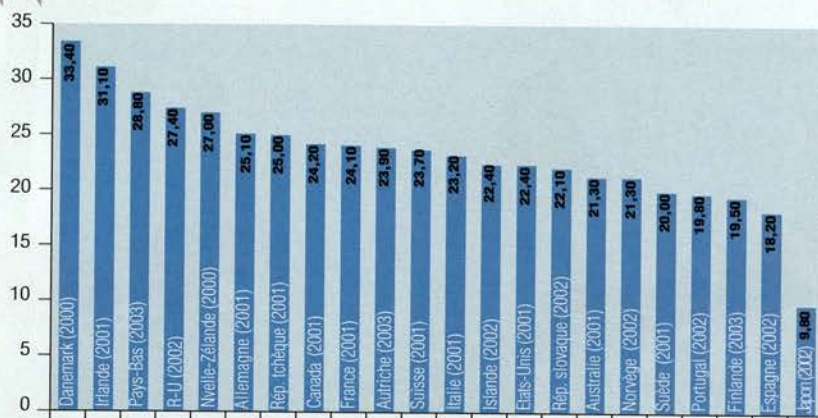
Le rapport expose également les problèmes et les difficultés rencontrés dans la collecte des données. Ainsi, certaines données peuvent manquer en raison du faible taux de réponse à l'enquête. Il faut également intégrer des modes de signalement différents selon les pays. Ainsi, pour les crises cardiaques, les décès à l'hôpital représentent 90 % de la totalité des décès, mais des variations existent. Certains pays suivent les patients après leur sortie de l'hôpital, et fournissent par conséquent une image réelle à 30 jours, alors que d'autres ne communiquent que la mortalité en milieu hospitalier.

Quant aux données elles mêmes, les faits qui justifient l'importance de chaque indicateur sont éloquentes. Le cancer du sein représente 8,6 % de l'ensemble des décès par cancer et, selon le rapport, une femme sur neuf en sera affectée. Cependant, le taux de survie moyen à cinq ans est d'environ 70 % en Europe, plus élevé que pour les autres principaux cancers touchant les femmes, comme le cancer du col de l'utérus, avec un taux de survie de 60 %, ou le cancer colorectal (à peine 40 %). Mieux encore, dans les pays participant au Projet, le taux de survie médian à cinq ans pour le cancer du sein est de 81 %. Au Canada, le cancer arrive en troisième position dans les dépenses de santé, et au Royaume-Uni le cancer du sein a coûté 243 millions de livres (392 USD) en 1999. Les crises cardiaques, première cause de mortalité, sont responsables de 18,7 % de la totalité des décès. Les accidents vasculaires cérébraux (AVC) représentent 11,5 % des décès. Le coût cumulé des crises cardiaques et des AVC s'est élevé à environ 360 milliards de dollars aux États-Unis en 2004.

La chirurgie consécutive à une blessure du fémur est un indicateur surprenant : sachiez-vous

## Mortalité due au cancer du sein

Pour 10 000 femmes



Source : Health Care Quality Indicators Project (Projet sur les indicateurs de qualité des soins, HCQI)

## Maladie cardiaque

Taux de mortalité par IAM, 30 jours



Source : Éco-santé OCDE et projet HCQI

**Le rassemblement et l'actualisation des données sont une source permanente d'enseignements, permettant de combler les lacunes et de dégager de nouvelles tendances.**

qu'une personne sur cinq décède dans l'année suivant une fracture du col du fémur et que le risque de décès dans l'année est doublé faute d'un traitement dans les 48 heures après l'accident ? Dans les pays de l'OCDE, 73 % des patients âgés de 65 ans ou plus reçoivent un traitement dans ce délai – une proportion qui pourrait être beaucoup plus élevée, car certains pays traitent plus de 90 % de ces patients dans les 48 heures.

Le rapport s'intéresse au diabète, maladie hautement prioritaire, pour montrer le caractère fragmentaire des données disponibles, l'hétérogénéité des politiques de traitement, et les différences dans les définitions – les seuils de contrôle de l'hyperglycémie, par exemple. Le Projet vise à aplanir ces différences, et on espère que les diabètes seront intégrés comme un indicateur de qualité valide dans l'avenir. Comme l'indique le rapport, les diabètes expérimentaux causent 2 % des décès et 8 % des cécités aux États-Unis, ainsi que des milliers d'amputations.

Le rapport est beaucoup moins ambigu à propos d'un autre indicateur : le taux de tabagisme. Aux États-Unis, le tabagisme cause davantage de décès chaque année que le Sida, l'alcool, l'héroïne, la cocaïne, les suicides, les



homicides, les incendies et les accidents de voiture réunis. Des questions de définition se posent, mais il existe globalement un large consensus quant aux modalités de comparaison des taux de tabagisme. Le taux est inférieur à 20 % dans quatre pays, mais il dépasse 30 % dans trois autres.

Les données sont présentées de façon à limiter la tentation d'établir des classements trompeurs. Montrer du doigt les moins performants pourrait compromettre le processus en dissuadant certains pays de collaborer au projet.

À ce stade, la priorité des auteurs est de déterminer dans quelle mesure les données sont comparables, ce qu'elles révèlent des systèmes de santé et comment fournir la meilleure qualité de soins aux patients.

Prenons les taux de récupération après une crise cardiaque. Le rapport initial sur les taux de survie à 30 jours montre que les patients courent un plus grand risque de mourir à la suite d'une crise aiguë dans certains pays. On pourrait en conclure que cette situation découle d'une différence dans la qualité de l'angioplastie. Cependant, ces variations peuvent mieux s'expliquer par de nombreux autres facteurs, tels que les taux d'obésité nationaux.

Malgré ces pièges, les données peuvent être utilisées pour établir des jugements pertinents, ouvrant ainsi la voie à des recherches plus approfondies. Ainsi, on relève d'importantes différences entre les séquelles des AVC ischémiques, où l'irrigation sanguine du cerveau est interrompue, et celles des hémorragies cérébrales. En Islande, par exemple, les taux de mortalité dus à une hémorragie sont parmi les plus bas, mais les taux relatifs aux AVC ischémiques sont parmi les plus élevés.

Revenons sur le cancer du sein. L'Irlande et le Danemark ont des taux de mortalité relativement élevés : 33,4 pour 100 000 habitants au Danemark en 2000, et 31,1 en Irlande en 2001. Le taux de survie relatif était de 77 % au Danemark en 1991-95 et de 73 % en Irlande en 1994-98. Apparemment, ces pays font moins bien que les États-Unis et la Finlande, par exemple, où les taux de mortalité étaient respectivement de 22,4 (2001) et 19,5 (2003) pour 100 000 habitants ; en moyenne, les taux de survie ont été de 88,9 % aux États-Unis pendant la période 1998-2001, et de 85,6% en Finlande.

Le dépistage pourrait-il être un facteur ? Selon l'indicateur de dépistage par mammographie, ce lien est plus compliqué qu'il pourrait sembler, car le taux de dépistage en Irlande est supérieur à celui des États-Unis ou de la Finlande. Cependant, dans d'autres pays comme la Finlande, la Norvège et la Suède, des taux de dépistage élevés s'accompagnent de taux de survie également élevés. Déceler un cancer n'est que la première étape de son traitement et les différences dans les pratiques thérapeutiques et l'utilisation des technologies peuvent également jouer un rôle. Les indicateurs permettent de clarifier ces questions.

La collecte de données comparables permet de répondre à ce type d'interrogation. De nouveaux indicateurs figureront dans le prochain document de travail du Projet, notamment les taux d'examen ophtalmologique complet pour les diabétiques et les taux d'hospitalisation évitables pour les adultes atteints d'asthme. En outre, le Projet développe pour 2007 et 2008 de nouveaux indicateurs novateurs concernant la sécurité des patients, la santé mentale, les soins primaires et la prévention.

Construire et comparer des ensembles de données n'est qu'un élément de la lutte pour améliorer les soins de santé. Comme le faisait remarquer l'experte internationale Sheila Leatherman dans *L'Observateur de l'OCDE* en 2001, malgré les progrès technologiques et l'abondance des informations, de nombreux médecins des pays les plus prospères de l'OCDE indiquent que leurs possibilités de prodiguer des soins de qualité s'étaient plutôt détériorées qu'améliorées.

Toutefois, il ne faut rien négliger, et nous espérons que de meilleures comparaisons entre les pays, mettant l'accent sur les résultats, contribueront à faire évoluer les mentalités. L'accumulation et l'actualisation des données sont une source permanente d'enseignements permettant de combler les lacunes et de dégager de nouvelles tendances.

En d'autres termes, indicateurs de qualité et informations de qualité sont indissociables. Ensemble, ils débouchent sur des décisions mieux fondées, et, avec les politiques adéquates et la détermination voulue, ils peuvent conduire à une amélioration des soins de santé pour tous. Grâce aux indicateurs de la qualité des soins de santé de l'OCDE, nous pourrions juger si nos systèmes de santé remplissent effectivement leur mission. Les empereurs de la Chine ancienne auraient approuvé.

## Références

- Kelley, Edward, et Hurst, Jeremy (2006), *Health Care Quality Indicators Report*, OCDE, Paris
- OCDE (2006), *Éco-Santé*, Paris.
- Kelsey, Tim (2001), « Améliorer la qualité des soins », dans *L'Observateur de l'OCDE* n° 229, novembre.
- Leatherman, Sheila (2001), « Être à la hauteur : Comment évaluer les soins de santé », *L'Observateur de l'OCDE* n° 229, novembre.
- UK Centre for the Measurement of Government Activity (2006), "Public Service Productivity: Health", février.
- Voir aussi [www.observeurocde.org/sante](http://www.observeurocde.org/sante)

## Santé suisse

Le système de santé suisse est sans doute l'un des meilleurs du monde, mais à quel prix ? C'est la question posée par une étude récente conjointe de l'OCDE et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La Suisse a le deuxième niveau le plus élevé de dépenses de santé, à 11,5 % du PIB, alors que la moyenne de l'OCDE se situe à 8,8 %. Ces dépenses ont constamment augmenté.

« La Suisse doit développer des politiques plus efficaces si elle veut mieux maîtriser ses dépenses de santé à l'avenir », indique John Martin, Directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales à l'OCDE.

Le rapport recommande des mesures comme des forfaits pour les soins hospitaliers et davantage de concurrence sur le marché des médicaments. 26 systèmes semi-autonomes gèrent le système de santé suisse. Selon le rapport, avec le vieillissement de la population et la technologie poussant les coûts à la hausse, il faudra un nouveau système de gouvernance pour réaliser des économies à long terme.

La Suisse consacre seulement 2,2 % de ses dépenses de santé à la prévention des maladies et à la promotion de la santé. Selon le docteur Marc Danzon, Directeur régional de l'OMS pour l'Europe, « C'est en ciblant les groupes à risque que l'on permettra à l'ensemble de la population de bénéficier de la promotion de la santé et de la prévention des maladies ». ■

Pour en savoir plus sur *Examens de l'OCDE des systèmes de santé : Suisse* (Paris, 2006), consultez [www.oecd.org/sante](http://www.oecd.org/sante) ou commandez l'ouvrage sur [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org).



**EUROHYPO**

The leading specialist bank for commercial  
real estate and public sector finance

**Had we been around then, they  
would have been financed by us.**

« Publicité

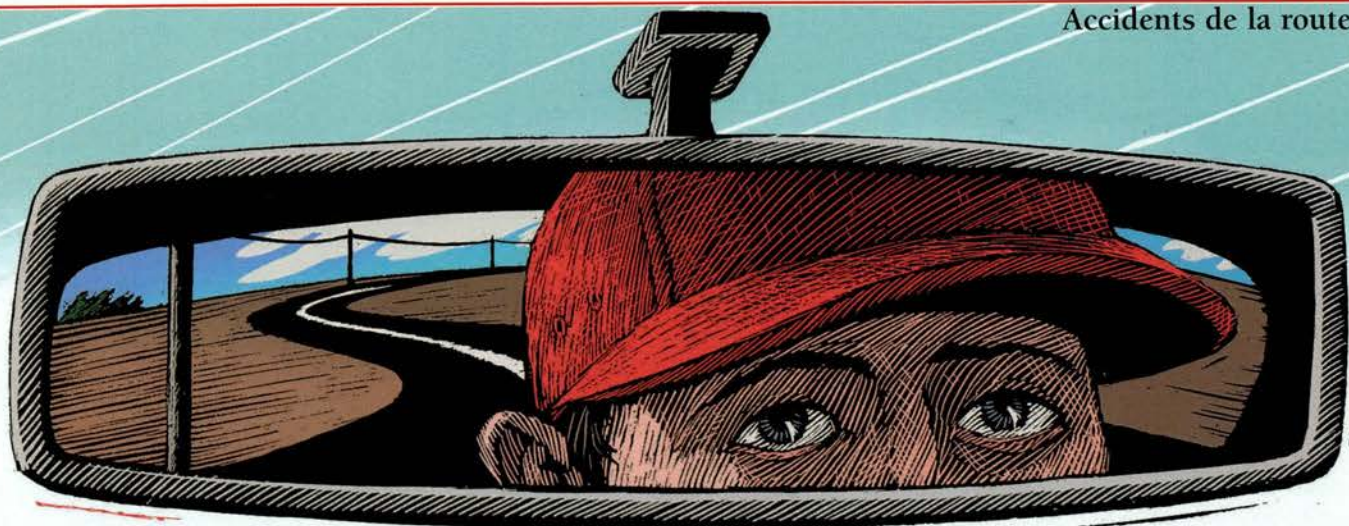
Specialist finance projects require a specialist bank. Eurohypo's funding and advisory solutions ensure that the big ideas in commercial real estate and public sector finance come to life all over the world. Eurohypo – the leading specialist bank for commercial real estate and public sector finance.

[www.eurohypo.com](http://www.eurohypo.com)

a passion for solutions.

**EURO  
HYPO**





David Rooney

# Jeunes conducteurs

## la voie de la sécurité

Colin Stacey

Centre conjoint OCDE/CEMT de recherche sur les transports

**Conduire une automobile est une activité quotidienne pour les adultes de tous âges. Pourtant, chaque année, les accidents de la route tuent environ 25 000 jeunes de 15 à 25 ans dans les pays de l'OCDE. Y a-t-il un moyen d'arrêter ce gâchis ?**

Un journal local de Normandie relatait récemment un accident qui paraît malheureusement trop ordinaire. Trois jeunes hommes âgés de 16, 18 et 20 ans ont été tués dans un accident de la route impliquant un autre véhicule. Leur conducteur roulait à 147 km/h dans une zone où la vitesse est limitée à 70. Les occupants de l'autre véhicule – un couple de personnes âgées – sont décédés suite à leurs blessures. Seul survivant, le jeune conducteur de 20 ans qui avait obtenu son permis quelques mois auparavant.

Cette histoire est bien plus qu'un fait divers local. Elle pourrait figurer dans n'importe quel journal de l'OCDE, car elle illustre un problème qui nous touche tous.

Les accidents de la circulation représentent la principale cause de décès des jeunes de 15 à 25 ans dans la zone OCDE, dépassant largement l'ensemble des maladies (voir graphique). Bien que le nombre de tués sur la

route ait diminué dans de nombreux pays, la part des jeunes est restée la même. Les jeunes ne représentent qu'environ 10 % de la population, mais environ 27 % des décès de conducteurs. Le risque de mourir dans un accident de voiture est deux fois plus grand pour les conducteurs de moins de 25 ans que pour ceux âgés de 25 à 64 ans. Au moins 8 500 jeunes conducteurs de véhicules à passagers sont morts dans l'OCDE en 2004.

Les accidents des jeunes touchent également d'autres personnes, comme ce couple en Normandie. Selon des recherches réalisées aux Pays-Bas et aux États-Unis, pour 10 jeunes conducteurs tués, environ 13 autres personnes meurent dans les mêmes accidents.

Les accidents de la route constituent un problème de santé publique, mais leur coût économique est également énorme. Aux États-Unis, le coût des accidents impliquant des jeunes de 15 à 20 ans était estimé à



40,8 milliards de dollars en 2002. Selon certaines estimations, le coût économique total des décès et blessures causés par les accidents se situerait entre 2 à 4 % du PIB des pays de l'OCDE, compte tenu de la perte de capital humain et de capacité productive, de la rééducation nécessaire, des incidences familiales et des dommages matériels.

Il n'est guère étonnant qu'une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2003 ait qualifié d'inacceptable l'impact des accidents de la route sur la santé humaine. La Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT) a également pris des mesures en se fixant comme objectif de réduire de 50 % le nombre de décès sur la route entre 2000 et 2012. Pour cela, il est nécessaire de réduire le risque des jeunes conducteurs.

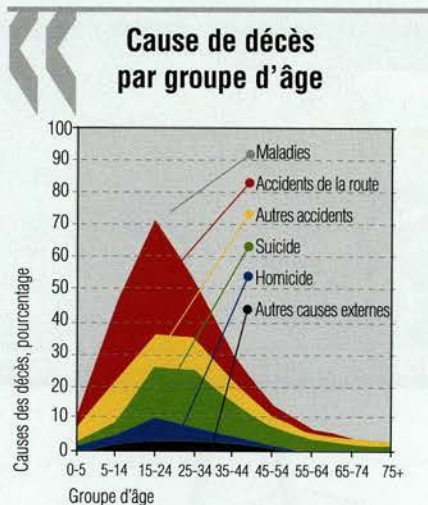
Il est donc important de comprendre pourquoi les jeunes sont impliqués dans autant d'accidents. Certaines explications sont évidentes. La première est l'inexpérience : le risque d'accident est en général élevé dans la période qui suit immédiatement l'obtention du permis.

Mais la jeunesse en elle-même est aussi un facteur, dans la mesure où plus le nouveau titulaire du permis est jeune, plus le risque d'accident est élevé.

Le genre du conducteur est également important. Les jeunes hommes sont exposés à un risque d'accident jusqu'à trois fois plus grand que les jeunes femmes. En outre, des données récentes recueillies aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni montrent que le risque d'accident mortel des jeunes hommes, par rapport à celui des conducteurs plus âgés, a augmenté de 50 % ou plus entre 1994 et 2003, ce qui n'est pas le cas pour les jeunes conductrices.

Il existe d'autres caractéristiques à prendre en compte : les jeunes sont surreprésentés dans les accidents impliquant la vitesse, la conduite de nuit, surtout le week-end, en compagnie de passagers jeunes et sans ceinture de sécurité. Les jeunes ont également davantage d'accidents liés à la consommation d'alcool et de drogues.

Ce gâchis tragique peut-il être évité ? Les décideurs sont confrontés à de nombreux dilemmes. En effet, les jeunes conducteurs



Source : Centre de recherche OCDE/CEMT sur les transports



Source : Centre de recherche OCDE/CEMT sur les transports

doivent acquérir de l'expérience, ce qui les expose forcément au risque, et d'autres avec eux. Par ailleurs, conduire permet aux jeunes d'être mobiles, et leur facilite l'accès à la vie sociale, aux activités économiques et à l'éducation.

La définition des objectifs et de la faisabilité constitue une étape importante. L'objectif devrait être de continuer à réduire le nombre global de décès en même temps que l'écart qui sépare les jeunes conducteurs des conducteurs plus âgés devant le risque. Cela ne veut pas dire qu'il faille pénaliser la mobilité, mais il faut relancer la réflexion parmi tous les acteurs : pouvoirs publics, systèmes de santé et

d'éducation, instructeurs de conduite, secteur des assurances, parents, sans oublier les individus concernés.

Curieusement, les mesures de sécurité routière soulèvent rarement l'enthousiasme de la population, même si elles permettent de sauver des milliers de vies. Une détermination sans faille des responsables politiques et une information claire au sujet des risques sont donc indispensables. On recense déjà des exemples de bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE et de la CEMT. Il y a quelques années, le président français, par exemple, a fait de la réduction de la mortalité sur les routes une priorité. Cette position a donné lieu à une application plus stricte des contrôles et sanctions, et à une forte réduction du nombre de tués. Selon les données de l'IRTAD\*, le taux de mortalité routière de la France, qui occupait le sixième rang parmi les pays de l'OCDE en 2000, avec 14 décès de la route pour 100 000 habitants, est tombé au douzième rang en 2004, avec 9 décès pour 100 000 habitants, se rapprochant de la moyenne. Cette réduction s'est accompagnée d'une chute de 35 % du nombre de décès des conducteurs âgés de 18 à 24 ans. Le président russe a également reconnu la nécessité d'agir pour réduire la mortalité routière élevée de son pays.

Quelles seraient les mesures efficaces ? Les jeunes doivent être mieux préparés à la conduite. Avant d'obtenir leur permis, il est essentiel qu'ils consacrent une plus longue période à la conduite accompagnée, en situation réelle. Les conducteurs n'ont en effet souvent guère d'expérience lorsqu'ils passent les épreuves de conduite habituelles. Les Suédois l'ont bien compris : en 1993, l'âge de la conduite accompagnée a été abaissé de 17,5 à 16 ans, et le nombre d'heures de conduite avant l'obtention du permis a été porté de 50 à 120 heures. Cette mesure a entraîné une réduction de 40 % du nombre d'accidents dans les deux ans suivant l'obtention du permis.

La plupart des méthodes de formation et d'évaluation pour réduire le risque d'accident après l'obtention du permis sont peu efficaces, notamment car elles insistent sur la compétence technique plutôt que sur la sécurité.

Même après une bonne formation, les premiers mois de conduite non accompagnée

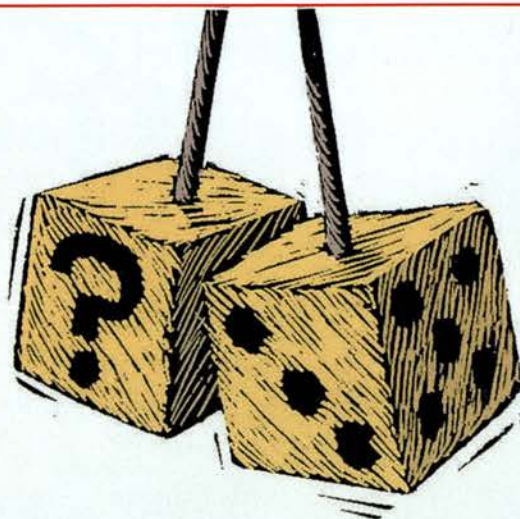


sont risqués. Une sorte de période probatoire pourrait être utile, assortie d'un dispositif de récompenses et de sanctions incitant à mieux conduire. Les permis à points, qui ont donné de bons résultats pour renforcer les messages de sécurité routière, pourraient être adaptés pour les jeunes conducteurs.

Des mesures spéciales concernant la consommation d'alcool sont également nécessaires. Le risque d'accident augmente beaucoup plus rapidement avec chaque verre d'alcool consommé pour les jeunes conducteurs que pour les conducteurs plus âgés. Il faut lutter contre la conduite en état d'ébriété à tout âge, mais il semble que pour les jeunes conducteurs, la limite ne devrait pas dépasser 0,2 g/l. Des restrictions sévères de ce type, appliquées dans de nombreuses régions du monde – en Australie, au Canada et aux États-Unis – permettent de réduire sensiblement le nombre d'accidents et de décès. La limitation de la conduite de nuit ou en compagnie de jeunes passagers est également efficace, notamment dans certaines régions d'Australie, du Canada et des États-Unis, et en Nouvelle-Zélande.

De telles mesures ne donneront évidemment des résultats que si elles sont appliquées de façon efficace. Mais il est difficile pour la police de cibler son action sur les jeunes conducteurs. L'application générale doit donc être déterminée et systématique, tout en insistant sur les situations, les heures et les endroits où les jeunes sont particulièrement exposés au risque.

La jeunesse est un âge de confiance et d'enthousiasme, où l'on éprouve même parfois un sentiment d'immortalité. La prise de conscience du danger ne vient qu'avec l'expérience. Néanmoins, la formation à la sécurité routière devrait débiter dès que possible, étant donné notamment que les attitudes à l'égard de la sécurité s'établissent longtemps avant l'âge de conduire. Il faudrait donc encourager les jeunes, y compris les enfants, à considérer la conduite comme une activité sociale et responsable, en associant les parents et les enseignants aux campagnes de sensibilisation. Étant donné la valeur des exemples, le comportement des parents au volant est également important.



D'autres mesures préventives pourraient encourager des technologies meilleures dans la conception et la construction des automobiles, ainsi que des infrastructures routières mieux adaptées. Les constructeurs automobiles pourraient jouer un rôle dans la diffusion des messages de sécurité routière auprès de leur jeune clientèle, en modifiant par exemple leur discours sur la vitesse. Par ailleurs, des politiques de transports publics adressées aux jeunes pourraient les encourager à s'affranchir de la voiture, ce qui diminuerait les risques d'autant. Enfin, les responsables publics pourraient mieux réfléchir aux coûts véritables liés à l'aménagement ou à l'implantation d'activités pour les jeunes, en prenant en compte l'augmentation probable des décès dus à une utilisation accrue de l'automobile.

Il n'existe pas de solution miracle contre ce tragique gâchis sur nos routes, mais nous devons agir. Il est possible d'épargner des vies. Les mesures ont certes un coût, mais elles rapporteront également. ■

\*Banque de données internationale sur la circulation et les accidents de la route (IRTAD), OCDE, voir [www.cemt.org/irtad/irtadIndex.htm](http://www.cemt.org/irtad/irtadIndex.htm)

#### Références:

- OCDE/CEMT (2006), *Jeunes conducteurs : La voie de la sécurité*, Centre conjoint OCDE/CEMT de recherche sur les transports, Paris
- Voir le site [www.cemt.org](http://www.cemt.org)



### Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé\* pour vous tenir informé des grands défis politiques, économiques et sociaux actuels. Le magazine *L'Observateur de l'OCDE* présente une analyse détaillée, fiable et régulièrement mise à jour des principaux sujets de l'actualité économique et sociale internationale. Il constitue ainsi un excellent outil d'information pour les représentants du monde des affaires, les ONG, les universitaires et les journalistes qui souhaitent se tenir informés des débats menés par les décideurs politiques.

- Analyse d'experts sur des questions internationales
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

*L'OCDE en chiffres*, un recueil de données statistiques d'une valeur de €15, est offert à tout nouvel abonné. Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE* sur [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org) (€57, \$68, £37, ¥7 400) ou sur [www.observeurocde.org/abonnement.html](http://www.observeurocde.org/abonnement.html) (tarif spécial d'abonnement sur deux ans).

\*Recommandé par le jury au Prix 2002 de « the Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.



**RFR** Ingénieurs

**RFR** Paris  
4, rue d'Enghein  
75010 Paris

www.rfr.fr  
e-mail: rfr@rfr.fr

**RFR** Stuttgart  
Dürheimer Straße 12  
D 70372 Stuttgart

www.rfr-stuttgart.de  
e-mail: rfr@rfr-stuttgart.de

**RFR** China  
Room 401  
Bund Plaza,  
555, zhongshan dong er road  
200010 Shanghai

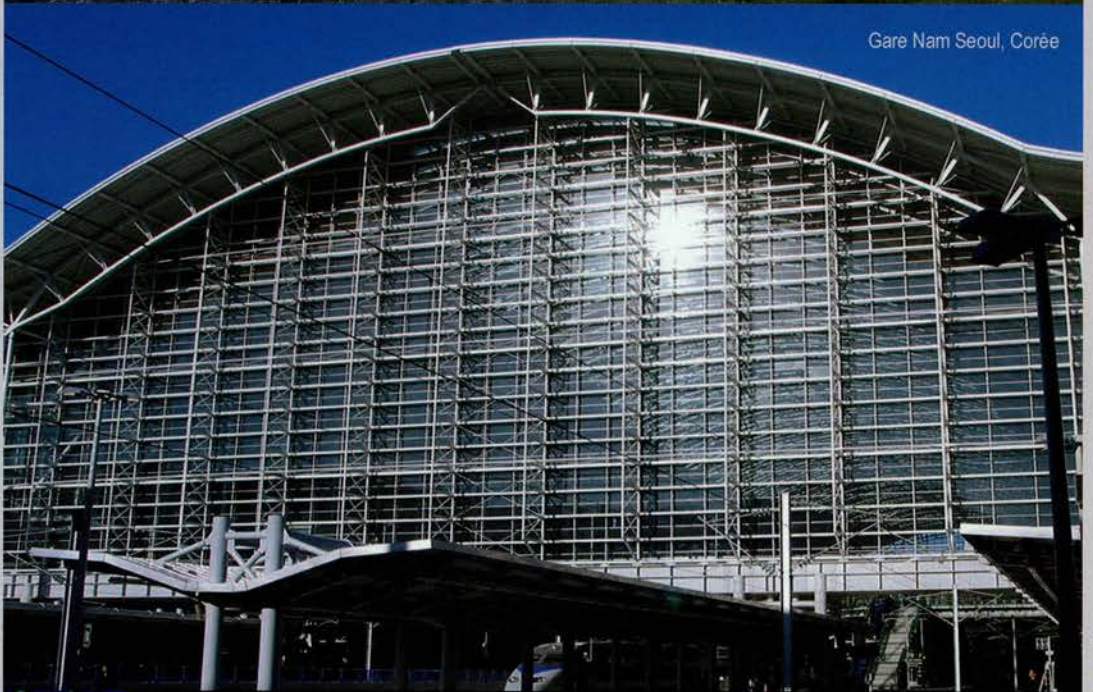
e-mail: colin.hutchison@rfr.fr

« Publicité »

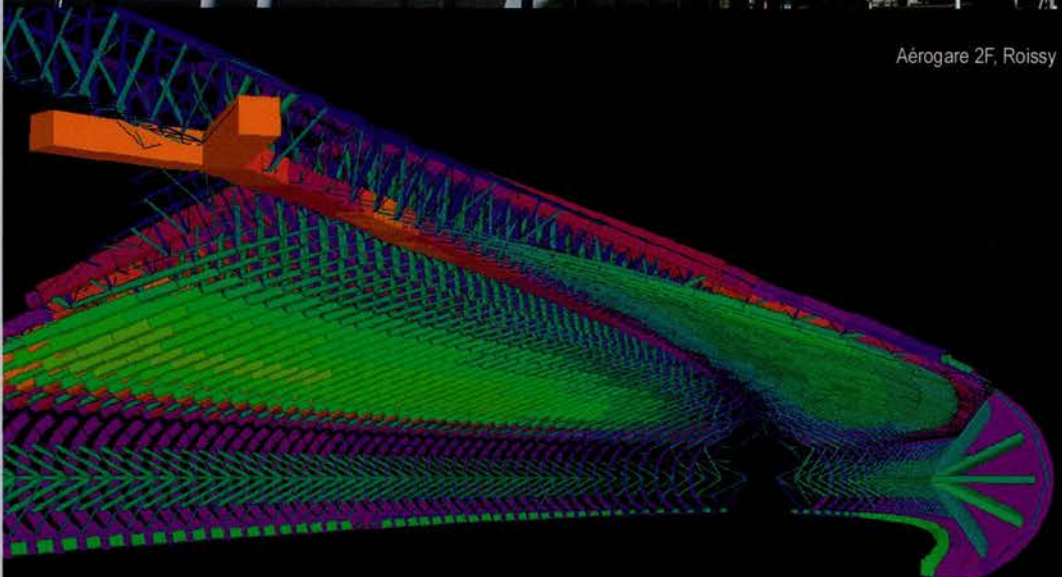
Double viaduc TGV, Avignon



Gare Nam Seoul, Corée



Aérogare 2F, Roissy



RFR Changement Ingénieurs



**M**arie Curie (photo) fut l'une des plus grands scientifiques du XX<sup>ème</sup> siècle. Avec la découverte du radium, cette scientifique franco-polonaise a ouvert la voie à la physique nucléaire et au traitement du cancer. En 1903, elle obtint avec deux autres personnes le prix Nobel de physique et fut la première femme en Europe à obtenir un doctorat dans cette même discipline. Huit ans plus tard, elle reçut le prix Nobel de chimie. Plusieurs autres distinctions lui furent également attribuées, notamment aux États-Unis. Un siècle plus tard, la réussite de Marie Curie semble vraiment exceptionnelle, notamment en matière d'égalité des sexes.

Les femmes ne sont pas absentes des activités scientifiques. Elles sont par exemple bien représentées dans l'enseignement supérieur et la recherche. Mais les femmes exerçant une profession scientifique sont plus rares, entre 25 et 35 % du personnel de recherche. Pourquoi cela, alors qu'il y a eu une augmentation des femmes diplômées en sciences et ingénierie ces dernières années ?

# Recherche

## femmes scientifiques

Les ministres des Sciences des pays de l'OCDE ont intérêt à combler l'écart entre la participation grandissante des femmes dans les études supérieures et la formation à la recherche, et leur part dans les emplois scientifiques. En effet, il est aujourd'hui important de trouver les moyens d'attirer, de recruter et de retenir les femmes dans les carrières scientifiques, étant donné la progression de la demande de spécialistes, le vieillissement de la main-d'œuvre scientifique et un déclin de l'intérêt des jeunes pour ces disciplines.

Selon Ester Basri, analyste à l'OCDE, « les femmes ont fait des progrès significatifs dans les sciences, aussi bien dans la main-d'œuvre que dans les études. Mais il faut faire plus par la promotion de trajectoires professionnelles alternatives et de l'entrepreneuriat, par exemple ».

La difficulté de concilier carrière et éducation des enfants, et notamment la mobilité exigée des chercheurs en début de carrière, est l'une des raisons avancées pour expliquer la faible proportion de femmes aux postes scientifiques de haut niveau. Les données disponibles confirment que les femmes scientifiques et ingénieurs réussissent moins bien leur carrière universitaire que leurs homologues masculins. Aux États-Unis, à peine plus d'un tiers des enseignants d'université sont des femmes. Ce chiffre est beaucoup plus faible dans les pays de l'Union européenne, ainsi qu'en Australie et en Corée (14,5 %). Les femmes représentent également moins de 20 % du personnel universitaire supérieur dans la majorité des pays de l'Union européenne. En conséquence, rares sont les modèles de femmes parmi les chercheurs et enseignants de haut niveau susceptibles d'inciter d'autres femmes à suivre leur exemple.

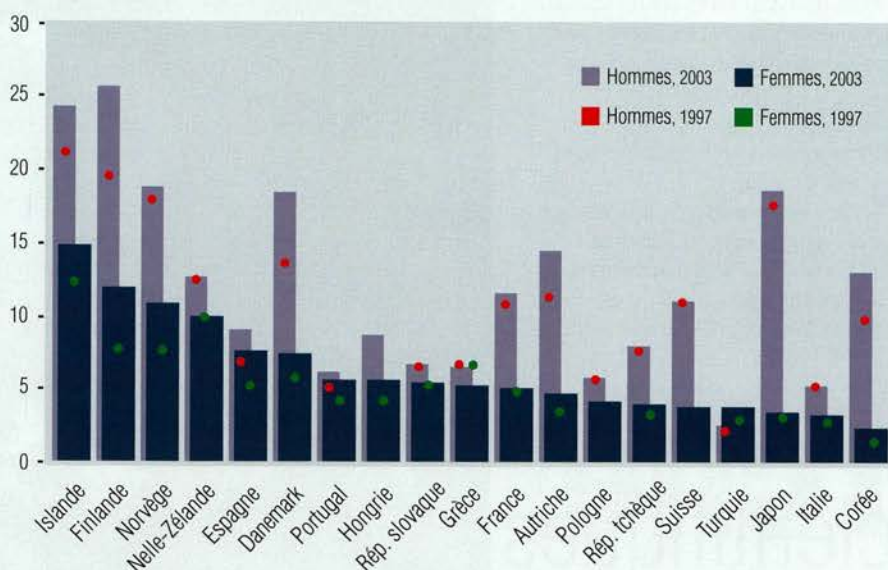
La situation n'est pas totalement négative. La population de femmes chercheurs a augmenté. Aux États-Unis, l'effectif d'hommes dans les sciences et l'ingénierie a augmenté de 4,9 % entre 1998 et 2002, contre 4,2 % pour les femmes. Certes, les femmes n'entrent que pour 30 % dans l'effectif de diplômés en sciences et en ingénierie dans les pays de l'OCDE, mais ce chiffre

AGJA-Fonds Curie & Joliot-Curie



## Le laboratoire et son plafond de verre

Part des chercheurs dans la population active totale, en %, 1997 et 2003



Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE 2005

est une moyenne. Les femmes représentent, il est vrai, moins de 30 % des diplômés en informatique et 40 % des diplômés en sciences physiques. En revanche, dans de nombreux pays de l'OCDE, elles représentent plus de 60 % des diplômés en sciences de la vie. Les femmes tendent donc à être nombreuses dans des domaines comme la biologie, la santé, l'agriculture et le domaine pharmaceutique, et moins en physique, en informatique et en ingénierie.

Dans les pays de l'OCDE, les femmes chercheurs travaillent en majorité dans le secteur public alors que les hommes trouvent des emplois dans l'industrie. La part de celles qui travaillent dans le secteur privé n'est que de 17,5 % dans l'Union européenne et de 6 % au Japon. Aux États-Unis, cependant, près des deux tiers des femmes chercheurs ont un emploi privé. Les efforts des pouvoirs publics, les nouvelles technologies et les campagnes pour la diversité au sein de l'industrie contribuent à combler cet écart entre hommes et femmes. Certains pays mettent en œuvre des mesures pour accroître l'effectif de femmes diplômées en sciences et d'autres s'emploient à maintenir les femmes dans ce secteur une fois qu'elles ont obtenu leur diplôme. Selon Mme Basri, « la garde des enfants pose souvent problème. Même dans les pays où les

gouvernements offrent ce type de services, les femmes veulent avoir plus d'autonomie et d'autorité dans les laboratoires. »

La plupart des pays de l'OCDE essaient de favoriser la participation des femmes dans les sciences, sur plusieurs plans. Cependant, avertit un expert de l'OCDE, « une approche par sexe n'est pas la seule solution. Après tout, les problèmes de garde affectent aussi les jeunes pères. Une approche cohérente est nécessaire. Il faut comprendre pourquoi les femmes restent à l'écart de la science et de la recherche en général. » ■ AB

### Références

- Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE sur les femmes et les sciences, contacter Ester.Basri@oecd.org
- OCDE (à paraître), *Women in Scientific Careers: Unleashing the Potential*, Paris.
- Wessel, Rhea (2005), "Breaking through the lab-glass ceiling", *Science/Business*, 27 octobre 2005.
- "Women in Science, Engineering and Technology: Strategies for a Global Workforce", réunion de l'OCDE organisée en septembre 2006, voir [www.oecd.org/sti/stpolicy](http://www.oecd.org/sti/stpolicy).
- Pour en savoir plus sur les découvertes de Marie Curie, voir [www.nobelprize.org](http://www.nobelprize.org)

# FABRIQUÉ

Presque tous les foyers chinois possèdent un téléphone portable. La Chine est actuellement le plus gros marché du monde de la téléphonie mobile, tant pour l'offre que pour la demande : en 2005, 303 millions de téléphones mobiles étaient fabriqués en Chine, plus que dans la plupart des pays de l'OCDE. Et comme le soulignent les *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, la téléphonie mobile n'est pas le seul secteur des technologies de l'information et de la communication (TI ou TIC) où la Chine se distingue. La même année, ce pays a également produit 81 millions d'ordinateurs, s'adjugeant la deuxième place sur le marché du PC, et est devenu le troisième producteur mondial de semi-conducteurs. Cette croissance phénoménale de la production a tiré vers le bas les coûts mondiaux des TI et a contribué à intégrer ces produits à la vie quotidienne. En termes de dépenses, la Chine se classe actuellement au sixième rang du marché mondial des TI, ce qui en fait un débouché d'exportation important pour les pays de l'OCDE.

La nouvelle économie est également très dynamique. Fin 2005, la Chine comptait 111 millions d'internautes, contre 94 millions en 2004. Le nombre d'utilisateurs du haut débit s'élevait à 64,3 millions. L'Inde, autre géant des TI, doté d'une population équivalente et d'un potentiel considérable, ne comptait que 35 millions d'internautes la même année.

La croissance économique chinoise est prodigieuse : près de 10 % par an depuis 20 ans. Ceci s'explique en partie par le dynamisme des exportations, couplé à la faiblesse des coûts de production. Les TI représentaient 30 % des exportations chinoises en 2005. Un an avant, la Chine était devenue le plus gros exportateur de produits de TI, dépassant l'UE, le Japon et les États-Unis. Depuis 1996, les échanges de produits de TI de la Chine progressent de presque 32 % par an. Le succès chinois diffère de celui du Japon et de la Corée : la Chine a depuis longtemps encouragé un fort investissement intérieur. Conscients que la production à forte intensité



# FAI EN CHINE

de travail et à faible valeur ajoutée est déjà bon marché en Chine, les pouvoirs publics recourent en plus à des avantages fiscaux et autres incitations financières pour attirer les entreprises étrangères. Environ 55 % du total des exportations chinoises relèvent d'activités de production et d'assemblage, dont 58 % sont initiées par des entreprises étrangères, parmi lesquelles 38 % sont à capitaux exclusivement étrangers. De fait, sur les dix premières entreprises de hautes technologies en termes de chiffres d'affaires, pas une n'est chinoise.

Dès lors, qu'est-ce qu'un produit « fabriqué en Chine » ? Après tout, une part importante du travail d'assemblage se fait en Chine, avec des composants souvent importés du Japon, du Taïpei chinois, des États-Unis et d'Europe. De plus, les dernières étapes de l'assemblage et les essais finaux des produits sont parfois réalisés dans des pays tiers, et une grande partie des échanges de produits de TI de la Chine transite par Hong Kong, Chine. Cela entraîne une incertitude sur la définition du « fabriqué en Chine », qui transparait dans les statistiques : les chiffres

## Le plus gros marché potentiel de TI n'a pas encore entièrement récolté les fruits de sa propre production.

des exportations de TI de la Chine vers les États-Unis sont 48 % plus faibles que les chiffres réciproques des États-Unis pour les importations de produits de TI chinois. La Chine et le Japon ont tous deux enregistré des déficits commerciaux l'un envers l'autre pour les produits de TI.

Même si elle est considérée comme le plus gros marché potentiel de TI, la Chine n'a pas encore pleinement récolté les fruits de sa production à grande échelle, particulièrement en termes de productivité. Hormis les téléphones mobiles, la grande majorité des Chinois n'utilisent pas encore les TI. La dépense de TI est plus faible en Chine (environ 4,5 % du PIB en 2005) que dans les principaux pays de l'OCDE (environ 9 % du PIB en 2005).

Paradoxalement, si la baisse des coûts de TI due à l'offre chinoise a aidé les entreprises des

pays de l'OCDE à se moderniser, à se réorganiser et à améliorer leur productivité, l'utilisation des TI reste à la traîne dans les entreprises chinoises.

Des notions courantes dans les entreprises dynamiques des pays de l'OCDE, comme la gestion de la chaîne de valeur, la planification des ressources et les logiciels de gestion des connaissances, restent assez méconnues en Chine. Mais le gouvernement chinois a heureusement compris que la diffusion des TI peut améliorer la productivité et le développement de tous les secteurs, de l'agriculture aux services.

Il existe aussi des difficultés géographiques. L'accès de la population chinoise aux TI est inégal, avec une importante « fracture numérique » entre zones urbaines et rurales. Si le nombre d'internautes chinois est élevé en termes absolus, il est faible au regard de la population. En 2005, ces 111 millions d'internautes ne représentaient que 8 % de la population, contre 50 % dans les pays de l'OCDE. La réduction de cette fracture numérique est devenue l'un des objectifs des pouvoirs publics.

Les autorités chinoises souhaitent devenir un acteur mondial en passant de fabricant à bas coûts à fournisseur mondial de produits à forte valeur ajoutée, tels que les logiciels, la sécurité de l'information et les services informatiques. Ainsi, le gouvernement pousse les entreprises nationales à investir à l'étranger et à prendre part à des fusions et acquisitions, dans une quête de technologie et d'expertise. Cette stratégie « d'extériorisation » a motivé le rapprochement en 2004 des actifs télévision du chinois TCL

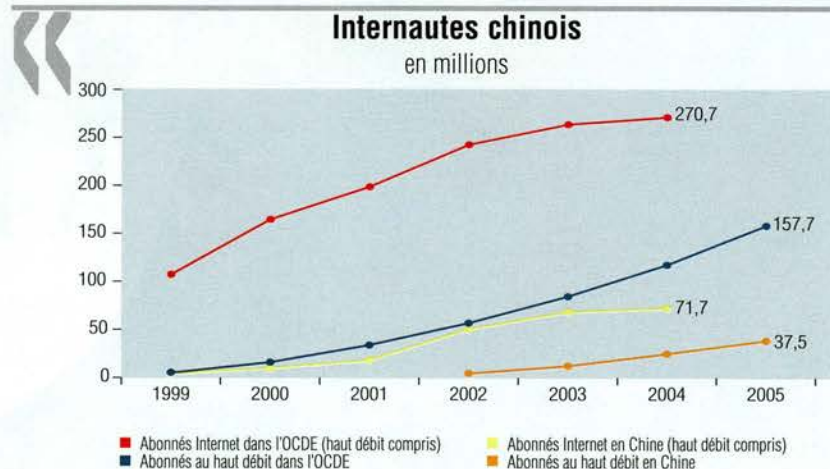
avec le français Thomson, ou l'acquisition en 2005 par Lenovo de l'activité PC en Chine d'IBM.

La recherche et le développement constituent une priorité. Dans son 11<sup>ème</sup> plan quinquennal pour 2006-2011, le gouvernement chinois a annoncé sa volonté de stimuler l'innovation nationale dans tous les secteurs de haute technologie, en accroissant l'investissement et la propriété de brevets, et de réduire la dépendance du pays à l'égard de la technologie et de la propriété intellectuelle étrangères. Certains y voient l'évolution la plus importante de la politique chinoise des TI.

Si cela se produit – ou plutôt quand cela se produira – les pays de l'OCDE devront développer des stratégies pour conserver leur avance technologique en amont de la chaîne. Avec cet effort sur la recherche et le développement, le nombre croissant de diplômés en ingénierie et en sciences, en Chine comme à l'étranger, l'essor des entreprises privées, qui génèrent maintenant plus de la moitié du PIB du pays, et avec la diffusion croissante du commerce électronique, la Chine s'appête à prendre une place prépondérante dans l'avenir des TI au niveau mondial. ■ LT

### Références

- Pour en savoir plus sur les technologies de l'information et de la communication en Chine, contactez Sacha.Wunsch-Vincent@oecd.org et Graham.Vickery@oecd.org.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information*, Paris. Disponible sur [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org).



Source : *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*



coup de projecteur

FORUM 2006

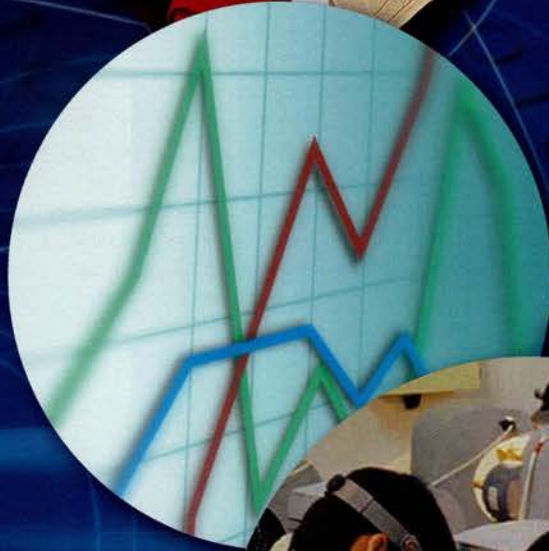


L'événement  
Écon **INCONTOURNABLE**  
du calendrier international !

Equilibrer la  
mondialisation

Recevez dès  
maintenant votre copie du

# Magazine Coup de projecteur !



Le site Internet du Forum 2007 de l'OCDE sera en ligne dès décembre 2006

Vous pouvez télécharger le magazine sur [www.oecdforum.org](http://www.oecdforum.org) ou envoyer un message à [oecd.forum@oecd.org](mailto:oecd.forum@oecd.org) pour recevoir gratuitement une copie papier.



## De l'importance des partenariats



Angel Gurría

Contribuer à améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale, voilà la mission fondamentale de l'OCDE, selon les mots du Secrétaire général Angel Gurría lors de son discours devant la réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 4 octobre 2006. Selon M. Gurría, le travail de l'organisation est bien connu, mais pour augmenter son impact et son influence, il est nécessaire de renforcer le partenariat avec les parlementaires.

« En votre qualité de législateurs, vous faites partie intégrante du processus d'élaboration des politiques. En votre qualité de représentants démocratiquement élus, vous êtes tout à fait conscients des inquiétudes que suscitent chez vos concitoyens le phénomène de mondialisation et le progrès technologique. En bref, vous êtes idéalement placés pour unir vos forces à celles de l'OCDE en vue de jeter les bases de "coalitions en faveur de la réforme" », a affirmé M. Gurría.

La conjoncture économique mondiale à court terme semble favorable, mais M. Gurría a souligné quatre risques : les prix du pétrole, les déséquilibres extérieurs sans précédent, la résurgence du protectionnisme et la bulle immobilière. M. Gurría a également appelé au progrès sur des défis comme ceux liés au vieillissement des populations, « peut-être le défi majeur pour de nombreux pays », et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et la lutte contre la pauvreté, « menace systémique ultime ». ■

Voir aussi [www.coe.int](http://www.coe.int)

## Stimuler l'emploi

Nous en savons beaucoup sur la manière de favoriser l'emploi, mais plusieurs chemins peuvent mener à Rome... ou à Moscou ! Voilà ce qu'a dit en substance le Secrétaire général Angel Gurría dans son allocution prononcée lors de la **réunion des ministres de l'Emploi et du Travail du G8 à Moscou**, les 9 et 10 octobre 2006. Le Secrétaire général a souligné les principaux enseignements tirés de la récente réévaluation de 2006 de la Stratégie pour l'emploi de l'OCDE de 1994, et a exposé les nouveaux défis.

« Tout d'abord, alors que le chômage de masse était le problème majeur il y a 10 ans, l'enjeu aujourd'hui est d'augmenter l'emploi et d'améliorer les revenus », a affirmé M. Gurría. Dans le même temps, quelque 35 % de la

population d'âge actif dans les pays de l'OCDE n'ont pas d'emploi, et la mondialisation et des progrès technologiques rapides rendent d'autant plus urgente la nécessité de promouvoir l'emploi. « Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de davantage d'emplois et d'emplois mieux rémunérés », a résumé le Secrétaire général.

Des politiques axées sur les travailleurs âgés, les femmes et les jeunes pourraient s'avérer fructueuses, de même que des mesures pour veiller à ce que les travailleurs aient les compétences adéquates. Exceptée la nécessité d'un environnement économique de libre concurrence, le Secrétaire général n'a pas indiqué de voie unique pour stimuler l'emploi : l'approche américaine de réduction des coûts comme l'approche nordique plus éprise de réglementation ont chacune leurs avantages. Néanmoins, quelle que soit l'option choisie, la volonté politique reste un ingrédient clé. ■

## Autres discours récents du Secrétaire général

Disponibles sur [www.oecd.org/discours](http://www.oecd.org/discours)

### Perspectives et risques planétaires, défis de la croissance en Europe

29 septembre 2006 · Discours prononcé devant la Confédération des industries finlandaises.

### Gouvernance mondiale et prévention des crises

28 septembre 2006 · Discours prononcé devant la Conférence des présidents de la Commission des affaires étrangères et de la Commission du développement des pays membres de l'Union européenne, Finlande.

### Assurer une qualité durable

27 septembre 2006 · Discours prononcé à la 4<sup>ème</sup> conférence sur la qualité des administrations

publiques de l'Union Européenne, Finlande.

### L'OCDE et les grands défis mondiaux

25 septembre 2006 · À l'Institute for Global Economics à Séoul, Corée, Angel Gurría parle des grands défis mondiaux auxquels l'OCDE devra faire face dans les prochaines années.

### Une ambition pour la Corée : faire partie des pays les plus avancés du monde

22 septembre 2006 · Discours prononcé lors d'une conférence à Séoul qui célébrait le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'accession de la Corée à l'OCDE.

### La mission de l'OCDE dans la gestion de la mondialisation

20 septembre 2006 · Dans ce discours à la Korean University Business School, Angel Gurría,

encourage un système commercial multilatéral fort, des investissements étrangers et une « gestion éclairée des flux migratoires » afin de mieux gérer la mondialisation.

### Sur les échanges et l'aide

18 septembre 2006 · Discours devant le Comité de développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, Singapour.

### Les perspectives économiques mondiales

17 septembre 2006 · Déclaration au Comité monétaire et financier international, Singapour.

### Lutte contre la corruption : les riches devraient montrer l'exemple

12 septembre 2006 · Article publié dans le *Financial Times*.

## L'OCDE à l'antenne

Un nouveau site de l'OCDE pour les médias électroniques offre des présentations audio et vidéo des discours du Secrétaire général, ainsi

que des enregistrements de conférences de presse, des interviews et des comptes rendus sur les principales publications et conférences de l'OCDE. Consultez [www.oecd.org/photos-fr](http://www.oecd.org/photos-fr), « audio, vidéo ».





Septembre 2006

500 pages

€ 65

ISBN: 92-64-02533-2

### Regards sur l'éducation 2006

Dans tous les pays de l'OCDE, les gouvernements cherchent à accroître l'efficacité de leur système éducatif tout en s'employant à trouver les ressources supplémentaires pour faire face à la demande grandissante de formation.

Conçue pour permettre aux pays d'évaluer la performance de leur système d'enseignement à la lumière de celle d'autres pays, l'édition 2006 de *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE* présente une imposante batterie d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs. Ces indicateurs sont le fruit d'une concertation entre spécialistes sur la façon de mesurer l'état actuel de l'éducation à l'échelle internationale.

Les indicateurs analysent qui participe aux activités éducatives, quelles dépenses leur sont affectées, comment les systèmes éducatifs fonctionnent et quels sont les résultats obtenus. Les indicateurs de résultats portent sur des aspects très variés, allant de la comparaison des performances des élèves dans des disciplines fondamentales jusqu'à l'analyse de l'impact de la formation sur les revenus et sur les possibilités d'emploi à l'âge adulte. Les fichiers Excel<sup>®</sup> qui ont servi à produire les tableaux et graphiques sont disponibles via les liens *StatLinks* fournis.

#### Exemples d'indicateurs présentés dans cette édition :

- Niveau de formation de la population adulte
- Taux d'obtention d'un diplôme par niveau de formation
- Taux d'emploi selon le niveau de formation
- Niveau de formation et revenus du travail
- Dépense d'éducation par étudiant
- Investissement public et privé dans les établissements d'enseignement
- La mobilité internationale des étudiants

- > **LES FEMMES** affichent des taux d'obtention de diplôme de fin d'études secondaires plus élevés que les hommes. Ces derniers sont toutefois davantage susceptibles de suivre une formation continue liée à l'emploi au cours de leur carrière.
- > **LES REVENUS POTENTIELS** des titulaires d'un diplôme de niveau universitaire sont de 8 à 20 % supérieurs à ceux des personnes qui ne sont pas diplômées de l'enseignement supérieur.
- > **L'IMPACT DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE** sur le budget de l'éducation variera fortement d'un pays à l'autre. D'ici 2015, la tranche d'âge des 5-14 ans diminuera de 29 % en Corée, celle des 15-19 ans connaîtra un fléchissement de 30 % en Pologne, tandis que les 20-29 ans seront 34 % moins nombreux en Espagne par rapport à 2005.
- > **RÉUSSITE SCOLAIRE** et revenus des parents sont manifestement liés. Parmi les élèves les 25 % situés au bas de l'échelle des revenus familiaux ont 3,5 fois plus de chances d'avoir des difficultés en mathématiques élémentaires que les 25 % situés en haut de l'échelle des revenus.



# La Corée et l'OCDE

## Une décennie de progrès

**Okyu Kwon**

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et de l'Économie, Corée\*

En 1996, alors que le gouvernement coréen venait de décider de rejoindre l'OCDE et travaillait dur pour cela, certains médias et organisations de la société civile se montrèrent réticents. Ils s'inquiétaient de l'entrée de la Corée dans le « club des riches », affirmant que cette initiative était prématurée et qu'elle nous causerait des pertes considérables.

Néanmoins, malgré ces inquiétudes, l'OCDE nous a permis d'accéder à l'expérience et aux connaissances des pays développés, par le biais de l'apprentissage entre pairs, de la définition de règles et de discussions sur les questions internationales. Aujourd'hui, nul ne conteste que l'OCDE constitue pour la Corée un point de repère, qui l'aide à améliorer ses institutions, à réformer l'ensemble de ses secteurs, et à moderniser ainsi son économie.

L'OCDE a notamment joué un rôle déterminant en nous fournissant des principes directeurs essentiels sur le gouvernement d'entreprise et la surveillance financière, lors de la phase d'ajustement structurel consécutive à la crise financière de la fin des années 90. Le gouvernement coréen a tiré parti des ressources de l'OCDE pour surmonter cette crise grâce à des mesures de restructuration.

Nous, dirigeants coréens, tenons en haute estime l'OCDE, que nous considérons comme un des conseillers les plus fiables et les plus avisés en matière de politique économique. Nous prenons au sérieux ses recommandations et les intégrons dans nos propres politiques lorsqu'il y a lieu.

La libéralisation du secteur financier constitue à cet égard un très bon exemple. L'OCDE nous a

conseillé d'engager des réformes institutionnelles destinées à favoriser la libéralisation financière. [...]

Lorsque le projet de loi sur les services de placement et les marchés financiers que nous promouvons activement aura été adopté, les barrières entre les différentes catégories d'activités seront supprimées, ce qui accélérera le développement des services financiers.

Une autre question essentielle pour l'OCDE comme pour les autorités coréennes réside dans le droit du travail. Voilà un peu moins de deux semaines, le 11 septembre précisément, les représentants des travailleurs, du patronat et de l'État sont tombés d'accord sur un ensemble de réformes destinées à améliorer les relations professionnelles, qui était en débat depuis trois ans.

Cet accord vise à se conformer aux normes internationales et à renforcer la flexibilité du marché du travail. Plus précisément, il signifie que nous mettons fin à l'arbitrage obligatoire. L'accord permet de recourir à une main-d'œuvre suppléante en cas de grève dans les services publics essentiels. Il requiert également un assouplissement des procédures de licenciement pour motifs économiques. [...]

Il ne fait aucun doute que la mondialisation et [les technologies de l'information] ont renforcé l'efficacité de l'économie mondiale. Mais elles ont aussi engendré des préoccupations sur l'accentuation des disparités entre individus et entre nations. Les nouveaux marchés émergents, emmenés par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, sont en train de modifier l'horizon de l'économie mondiale. L'intérêt des pouvoirs publics à l'égard de la qualité de la vie, notamment la santé publique et l'environnement, s'accroît également, évolution qui me paraît bienvenue et importante.

Aujourd'hui, les nouvelles mutations en cours exigent que l'OCDE aille plus loin. J'ai cru comprendre que le Secrétaire général Angel Gurría avait souligné le rôle grandissant que devrait jouer l'OCDE à l'égard des nouveaux défis, tels que la santé publique, depuis qu'il a pris ses fonctions. Cela correspond tout à fait aux nouvelles attentes que suscite selon moi l'OCDE.

Il est clair que l'OCDE a de nombreux atouts. Elle dispose d'une expérience considérable en



Le vice-Premier ministre Kwon

matière d'action publique et d'une excellente connaissance de ses pays membres, de compétences d'analyse systémique et spécialisée, ainsi que d'un système interdisciplinaire d'étude des politiques publiques couvrant l'ensemble du champ socioéconomique.

En tirant le meilleur parti de ses nombreux avantages, l'OCDE devrait jouer un rôle de premier plan pour aider la communauté internationale à relever collectivement les nouveaux défis auxquels elle est confrontée. [...]

\* Cet article est un extrait du discours de bienvenue prononcé par le vice-Premier ministre coréen Okyu Kwon à l'occasion de la conférence organisée à Séoul, le 22 septembre 2006, pour marquer le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'adhésion de la Corée à l'OCDE. Le texte intégral de l'allocution de M. Kwon, ainsi que le discours du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et d'autres documents connexes, sont consultables sur [www.observateurocde.org/coree](http://www.observateurocde.org/coree).



Le Secrétaire général Angel Gurría admire les œuvres de Hyundai Motor Company, Séoul, Corée, septembre 2006.



## Prévenir les risques

À Paris, lors de la première réunion du Haut comité consultatif du Réseau international de l'OCDE sur la gestion financière des catastrophes de grande ampleur, Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a indiqué aux participants que les gouvernements de l'ensemble de la planète devraient mieux se préparer aux catastrophes de grande ampleur, et coopérer plus activement avec, entre autres acteurs, le secteur de l'assurance.

Dans une économie mondialisée, l'effet d'entraînement des catastrophes dépasse les

répercussions économiques et sociales directes sur les pays sinistrés. Parallèlement, des catastrophes de plus en plus graves, tant naturelles que techniques, se sont produites ces dernières années à un rythme beaucoup plus soutenu qu'auparavant. La tendance est à une vulnérabilité et une exposition accrues qui augmentent l'ampleur des dommages.

Les dommages assurés ne sont que la partie visible de l'iceberg car, dans les économies émergentes, les personnes effectivement assurées ne constituent qu'une infime minorité. L'an dernier, l'ouragan Katrina a tué plus de 1 800 personnes à la Nouvelle-Orléans, et provoqué des dommages estimés à 135 milliards de dollars, dont 35 à 45 milliards assurés. En

comparaison, les grandes inondations que la Chine a connues en 1996 et 1998, par exemple, ont entraîné respectivement 24 milliards et 30 milliards de dollars de dommages économiques, que les assurances ont pris en charge à hauteur de 1% à 3% seulement.

Pour relever ce défi, le Réseau, qui est ouvert aux économies non membres, centrera ses travaux sur la gestion financière des différents types de catastrophes de grande ampleur : catastrophes naturelles, catastrophes accidentelles techniques, actes terroristes et pandémies. Il s'attachera aussi à évaluer à quel point les établissements du secteur financier sont prêts à réagir aux catastrophes d'un point de vue tant financier qu'opérationnel. ■

## Forum pour le partenariat avec l'Afrique

L'unité de soutien est en place



Les objectifs du Millénaire pour le développement définis en 2000 seront-ils atteints comme prévu en 2015 ? C'est une question primordiale dans les débats des gouvernements et des organismes de développement du monde entier. Plusieurs initiatives ont contribué à centrer l'attention sur les objectifs et à stimuler leur mise en œuvre internationale, notamment de la part du G8. Au Sommet d'Évian en 2003, celui-ci a convenu avec les dirigeants du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) d'élargir leurs relations et d'adopter une approche commune pour accélérer le développement du continent. Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) est né de cette initiative.

Pour renforcer le processus, le FPA a été doté d'une unité de soutien implantée au siège de l'OCDE à Paris. Créée après le Sommet de Gleneagles en 2005, celle-ci aide le Forum dans ses activités de suivi. David Batt, qui en est le premier directeur depuis mi-2006, n'entretient aucune illusion sur la difficulté de la tâche : « L'échéance de 2015 risque de ne pas être respectée en Afrique, tout le monde en est conscient. Mais nous savons que nous ne devons pas laisser passer cette date si nous

voulons maintenir la crédibilité de la coopération internationale pour le développement. Et nous pouvons atteindre les objectifs, mais il faut que chacun passe à la vitesse supérieure afin de faire progresser le développement de l'Afrique. La mission du FPA et de l'unité de soutien est véritablement d'aider à atteindre cette vitesse supérieure ».

Pour le FPA, c'est en réunissant les donateurs et les pays d'Afrique, en les plaçant sur un pied d'égalité et en les rendant tous également responsables du respect de leurs engagements, que l'on parviendra vraiment à progresser sur divers problèmes concrets touchant le développement de l'Afrique. Les défis que représentent par exemple les infrastructures et l'agriculture, l'énergie et les ressources, ou le VIH/Sida et d'autres maladies infectieuses, seront tous étudiés en profondeur. Ces questions seront à l'ordre du jour d'une réunion du FPA qui aura lieu à Moscou les 26 et 27 octobre.

M. Batt est confiant. « Je pense que le Forum a un rôle important à jouer dans le suivi des progrès accomplis au regard des engagements envers l'Afrique. Notre mission est de repérer les principaux goulets d'étranglement et de proposer des mesures raisonnables pour avancer ». Le Comité d'aide au développement, le Centre de développement et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE constitueront des atouts précieux dans le cadre de ces efforts. M. Batt a souligné qu'il était « ravi que la nouvelle unité soit implantée ici à l'OCDE, car elle permet d'assurer la liaison avec les autres travaux de l'OCDE en Afrique, de plus en plus importants. » ■

Pour toute information complémentaire, veuillez prendre contact avec : Vanessa.Vallee@oecd.org

## Nouveaux ambassadeurs

**19 mai 2006** - Tae-shin KWON est le nouvel ambassadeur de la Corée. Il succède à O-Kyu KWON.

**8 septembre 2006** - Harald NEPLE succède à Tanja STORM en tant que nouvel ambassadeur de la Norvège.

**6 octobre 2006** - Éric MARTIN est le nouvel ambassadeur de la Suisse. Il succède à Wilhelm JAGGI.



# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site Internet de l'OCDE : [www.ocde.org/media/enbref](http://www.ocde.org/media/enbref).

## OCTOBRE

- 9 **La mondialisation et l'économie du savoir**, conférence organisée par la Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie et le gouvernement français.
- 23-24 **Forum mondial sur les échanges**, organisée par la Direction des Échanges de l'OCDE en partenariat avec la Banque mondiale. Mexico, Mexique.
- 25-27 **Tirer parti de la mondialisation**, symposium sur l'économie des transports et la politique, organisé par la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT). Berlin, Allemagne.

## NOVEMBRE

- 2-3 « **Inclusion and Integration through Innovation** », conférence sur les environnements pédagogiques pour les élèves ayant des besoins particuliers, organisée par la Direction de l'Éducation, avec le ministère de l'Éducation nationale de Turquie. Antalya, Turquie.
- 6-7 « **Aid for Trade : From Policy to Practice** », Réunion organisée par le Comité d'aide au développement, la Direction des Échanges, et le Centre de développement avec la Gulf Organisation for Industrial Consulting. Doha, Qatar.
- 6-7 « **International Investment and the Public Interest: the Case of Infrastructure** », forum mondial sur l'investissement international, organisé

par la Direction des Affaires financières et des entreprises. Istanbul, Turquie.

- 6-8 « **Removing Barriers to SME Access to International Markets** », conférence à haut niveau organisée par le ministère du Développement de la Grèce, le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local et l'APEC. Athènes, Grèce.

- 14-16 « **An Insight into Tourism Statistics** », forum organisé par le gouvernement espagnol, le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local de l'OCDE, et Eurostat. Caceres, Espagne.

- 17-18 **RIO 6**, Rencontre mondiale des énergies pour l'environnement. Rio de Janeiro, Brésil.

- 20-21 **Forum mondial sur l'agriculture**, organisé par la Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et des pêcheries.

## DÉCEMBRE

- 1 **Financer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement**, atelier organisé par le Centre de développement, la Direction de l'Environnement et la Banque africaine de développement.

- 6 **Freedom of Investment, National Security and "Strategic" Industries**, table ronde organisée par la Direction des Affaires financières et des entreprises.

- 7-8 **Forum de l'OCDE sur "African Public Debt Management"**, organisé par la

Direction des Affaires financières et des entreprises. Amsterdam, Pays-Bas.

- 11-12 **Measuring the Impacts of Biotechnology**, atelier organisé par la Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie.

## JANVIER 2007

- 24-28 **Forum économique mondial**. Davos, Suisse.

## FÉVRIER

- 5-6 **Public-Private Partnerships**, symposium annuel organisé par la Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial.

- 7-8 **Forum international sur les politiques publiques pour le développement du Mexique**, organisé par l'OCDE, la Banque mondiale, UNDP, la Banque interaméricaine de développement et ECLAC. Mexico City, Mexique.

- 8-9 **Statistics, Knowledge and Policy**, conférence régionale dans le cadre du projet de l'OCDE : "Measuring the Progress of Societies", organisée par la Direction des Statistiques. Séoul, Corée.

## MARS

- 29-30 **What Policies for Globalising Cities? Rethinking the Urban Policy Agenda**, conférence organisée par la Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial et le Club de Madrid. Madrid, Espagne.

## Frankie.org par stik







## Vigilance fiscale

Manuel OCDE de sensibilisation à la corruption à l'intention des contrôleurs des impôts

Les inspecteurs des impôts ont beau avoir des yeux de lynx, leur tâche est devenue particulièrement délicate dans le contexte actuel de mondialisation et de complexité technologique. La Recommandation de 1996 de l'OCDE sur la déductibilité fiscale des pots-de-vin versés à des agents publics étrangers est destinée à décourager la corruption internationale en interdisant, par exemple, les pots-de-vin sous forme de dépenses déductibles d'impôts. Cependant, c'est aux services fiscaux des différents pays qu'il appartient d'assurer la discipline fiscale et de déceler les demandes illégitimes.

La difficulté est de savoir comment identifier un paiement illicite. Est-il facile de distinguer une facture frauduleuse d'une facture réelle, ou de détecter des versements à des salariés fictifs, ou des virements illicites sur des comptes bancaires extraterritoriaux ?

L'OCDE a conçu son *Manuel de sensibilisation à la corruption à l'intention des contrôleurs des impôts* pour aider les agents du fisc. Il décrit diverses techniques de corruption, fournit des indicateurs de corruption, suggère des méthodes d'entretien et donne des exemples de versements illicites identifiés dans le cadre de contrôles fiscaux. Par exemple, une entreprise fictive peut être utilisée pour transférer des fonds, ou des versements à des agents publics peuvent être effectués indirectement via un cabinet d'avocats, en rémunération de prétendus services juridiques. Le Manuel comporte également une liste de contrôle et, pour faciliter le suivi des évolutions et l'évaluation des risques, un formulaire normalisé permettant au vérificateur de rendre compte à sa hiérarchie. Étant donné le caractère mondial du problème et la large portée des travaux de l'OCDE, le Manuel est désormais disponible en 13 langues : allemand, anglais, chinois, espagnol, estonien, français, italien, japonais, letton, lituanien, norvégien, russe et slovaque.

Selon l'OCDE, bien que l'existence d'une législation interdisant la déductibilité fiscale des pots-de-vin dissuade de corrompre des agents publics étrangers, les problèmes pratiques posés par l'application de cette législation ne doivent pas être oubliés. L'effet dissuasif de ces réformes législatives dépend d'une manière cruciale des mesures qui assurent le respect de la loi par les contribuables. ■

ISBN 9264018093

Le Manuel OCDE de sensibilisation à la corruption à l'intention des contrôleurs des impôts est téléchargeable sur [www.oecd.org/ctp/tfp](http://www.oecd.org/ctp/tfp)



## Bibliothécaires au XXI<sup>ème</sup> siècle

Peter Raggett, Centre de documentation et d'information de l'OCDE

**Au XXI<sup>ème</sup> siècle, les bibliothécaires sont destinés à devenir plus importants que jamais.**

Carl Sagan, le célèbre astronome et conteur aujourd'hui disparu, s'est un jour demandé combien de livres il était possible de lire au cours d'une vie. « D'ici à là », a-t-il estimé en marchant le long du rayonnage, relativement court, d'une bibliothèque américaine. Il voulait montrer que notre capacité de lecture était minime, comparée à l'immense volume de livres contenus dans une bibliothèque quelconque.

Aujourd'hui, avec Internet, les bibliothécaires ont encore davantage de travail de triage et d'orientation. Les informations sur papier n'ont pas été remplacées, il y a même plus de papier imprimé qu'il y a 20 ans, mais le réel changement a été apporté par la « révolution numérique ».

Heureusement pour les bibliothécaires, si l'évolution des technologies de l'information a mené à une explosion des informations disponibles, elle est également venue à leur secours en révolutionnant le stockage de l'information et son accès. La création de bases de données bibliographiques, de catalogues numériques pour compléter les fiches Kardex et l'utilisation de codes barres pour ranger les livres ne sont que quelques précieuses innovations. Le défi est de gérer et de réduire le problème, bien connu des chercheurs, de la « surabondance d'informations ». Les moteurs de recherche comme Google ou Yahoo ont apporté des solutions pour trier et récupérer des informations à la maison, mais les recherches plus approfondies demandent de la patience. Étant donné la pléthore d'informations disponibles, Internet a augmenté le besoin de bibliothécaires nombreux et bien formés pour séparer le bon grain de l'ivraie.

À côté des portails d'information plus traditionnels tels que les catalogues de bibliothèque, les bibliothécaires ont maintenant recours à des systèmes comme RSS (Really Simple Syndication), qui utilise le format XML pour acheminer directement les informations d'actualité vers la machine de l'utilisateur – PC, téléphone mobile ou assistant numérique. L'édition en ligne de *L'Observateur de l'OCDE* utilise ce service, qui sert beaucoup à envoyer les dernières nouvelles vers la machine de l'utilisateur, ou faire circuler des spams. C'est pourquoi les éditeurs aussi utilisent le RSS pour informer les clients des nouveaux titres ou diffuser des bulletins d'information.

Le Centre de documentation et d'information (CDI) de l'OCDE, par exemple, conserve plus de 55 % de son fonds sous forme numérique, avec plus de 55 000 titres électroniques et 29 000 titres sur papier. Cette bibliothèque virtuelle permet aux chercheurs de consulter à partir de leur ordinateur, via l'intranet de l'OCDE, les catalogues et autres ressources électroniques offertes par le CDI. Le centre fournit également à ses clients un accès à des sites Internet importants où ils peuvent télécharger des articles de périodiques et des travaux académiques, consulter les bases de données et même imprimer des monographies complètes. Les demandes de prêt ou

(suite p40)



## Fret propre

*Renforcer le transport par voies navigables :  
Aller de l'avant grâce à la coopération  
paneuropéenne*

*Voies navigables et protection de l'environnement*



La plupart des transports de marchandises s'effectuent par rail et par route. Cependant, compte tenu de pressions environnementales et financières croissantes, l'attention se tourne à nouveau vers le transport fluvial. Aux États-Unis par exemple, 500 milliards de tonnes-kilomètres de fret ont été acheminées par voie navigable en 2003, le triple de ce volume par route, et le quadruple par rail. L'Europe compte plus de 30 000 kilomètres de voies navigables reliant des centaines de villes et de régions industrielles. Néanmoins, le transport routier reste prédominant. En Allemagne, par exemple, 58 milliards de tonnes-kilomètres ont été transportées par voie navigable en 2003, contre 291 milliards par route et 79 milliards par voie ferrée. En Grande-Bretagne, le volume acheminé par voie navigable atteignait à peine 0,2 milliard de tonnes-kilomètres. Le transport fluvial représente tout juste 6,5 % du volume total des transports au sein de l'UE, et 3,9 % dans l'ensemble de l'Europe.

Ces chiffres ont récemment incité la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT) à réfléchir à la relance d'initiatives pour exploiter les fleuves et canaux existants sur le territoire européen. Les raisons en sont nombreuses.

La première est l'efficacité. Pour chaque litre de carburant consommé, une tonne de marchandises peut être transportée par barge sur 127 km. Cette distance est de 97 km par train et 50 km par camion. Une moindre consommation d'énergie, une grande fiabilité, des accidents plus rares, des économies de stockage et l'acheminement de cargaisons jusqu'à des zones difficilement accessibles font des barges, respectueuses de l'environnement, un choix de transport attrayant. La capacité de chargement d'une barge est 15 fois supérieure à celle d'un autorail et 60 fois supérieure à celle d'un semi-remorque. Il n'est pas étonnant qu'Airbus ait choisi la voie fluviale pour expédier à Toulouse les grosses pièces de son nouvel avion de 555 places.

## Pêcheries durables

*Financial Support to Fisheries:  
Implications for Sustainable Development*

Le secteur des pêcheries dans la zone OCDE reçoit environ 6,4 milliards de dollars de subventions par an. Environ 38 % de cette somme financent la gestion, la recherche et l'application des lois en vigueur, tandis que 35 % sont utilisés pour les infrastructures : ports et équipements d'accostage, services à la navigation et soutien aux secours en mer. Le reste est utilisé sous forme de financements directs qui réduisent les coûts de



Comme l'indique le rapport de la CEMT, *Renforcer le transport par voies navigables*, la création d'un marché paneuropéen du transport fluvial est une perspective encore lointaine. Ce mode de transport est plus lent et les infrastructures doivent être développées. Il est également nécessaire d'harmoniser les réglementations et les procédures aux niveaux international et interrégional. Cette évolution appelle des règles équitables pour les entreprises, un marché plus libre et une concurrence loyale, au lieu du contexte très réglementé et presque monopolistique que connaissent actuellement plusieurs pays.

Le développement du transport par voies navigables n'a pas que des avantages et, sur le plan politique, le creusement de canaux peut être sujet à controverse. Les propositions visant à construire un canal partant du Rhin pour traverser la France en empruntant la Saône jusqu'au Rhône ont rencontré beaucoup d'opposition, même dans les villes situées sur son tracé, et ont été abandonnées. Ces protestations n'étaient pas sans fondement : le trafic fluvial pollue l'eau et l'air, et il est bruyant. Par ailleurs, il fait concurrence aux activités de loisirs (navigation de plaisance, ski nautique, pêche...) qui influent, entre autres, sur les valeurs foncières, l'utilisation des sols et le tourisme. De surcroît, le transport de marchandises porte préjudice aux écosystèmes. Comme le signale une autre publication de la CEMT, *Voies navigables et protection de l'environnement*, les barrages, les écluses et le dragage peuvent faire varier le niveau de l'eau, son débit, et la géomorphologie du lit d'un cours d'eau, modifiant ainsi la sédimentation et l'érosion.

Malgré tout, le transport par voies navigables reste plus écologique que les modes de transport terrestres, et surtout que le routier. Le second rapport affirme que les émissions atmosphériques seraient d'au moins 10 % supérieures en Europe si les 440 millions de tonnes de marchandises acheminées par voies navigables étaient transportées par route. Rééquilibrer le partage en faveur des voies navigables serait un défi. Pour y contribuer, il est utile de poursuivre l'adaptation des réseaux afin de répondre aux préoccupations environnementales actuelles. ■

*Renforcer le transport par voies navigables* : ISBN 9282113566  
*Voies navigables et protection de l'environnement* : ISBN 9282113485

la pêche : aide à la construction navale et à la modernisation, aux plans de sortie de flotte ou exemptions fiscales sur les carburants, entre autres.

Quels sont les effets de ces soutiens financiers sur le développement durable, l'efficacité et les prix ? *Financial Support to Fisheries: Implications for Sustainable Development* examine cette question, et offre un large aperçu de la capacité des divers types de soutiens financiers à atteindre les objectifs politiques. Le livre identifie les domaines, réels et potentiels, où les politiques manquent de cohérence, et souligne l'équilibre à trouver entre les divers objectifs globaux. ■

ISBN 9264036636 (version française à paraître)





# Nouvelles publications de l'OCDE, juillet à septembre 2006

## À LA UNE



### Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : **Panorama 2006**

Une source unique d'estimations actualisées du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE ainsi qu'au Brésil, en Chine et en Afrique du Sud.

<http://www.SourceOCDE.org/9264022775>

ISBN 92-64-02277-531  
Juil-2006, 127p  
€ 40 \$50 £27 ¥5 600



### Les infrastructures à l'horizon 2030 : **Télécommunications, transports terrestres, eau et électricité**

Une évaluation à long terme des besoins en infrastructures et leurs possibilités de financement.

<http://www.SourceOCDE.org/926402400X>

ISBN 92-64-02400-X  
À paraître, 320p  
€ 45 \$56 £31 ¥6 200

## ÉCONOMIE

### Études économiques de l'OCDE : Australie

ISBN 92-64-02637-1

À paraître, 180p

€ 45 \$52 £30 ¥5 900

<http://www.SourceOCDE.org/9264026371>

### Études économiques de l'OCDE : Canada

ISBN 92-64-02527-8

À paraître, 170p

€ 45 \$52 £30 ¥5 900

<http://www.SourceOCDE.org/9264025278>

### Études économiques de l'OCDE : Islande

ISBN 92-64-02701-7

À paraître, 170p

€ 42 \$52 £28 ¥5 900

<http://www.SourceOCDE.org/9264027017>

### Études économiques de l'OCDE : Japon

ISBN 92-64-02697-5

À paraître, 220p

€ 42 \$52 £28 ¥5 900

<http://www.SourceOCDE.org/9264026975>

### Understanding National Accounts : An OECD Manual

ISBN 92-64-02566-9

1-sep-2006, 350p

€ 24 \$30 £16 ¥3 300

<http://www.SourceOCDE.org/9264025669>

Disponible en anglais uniquement

## AFFAIRES SOCIALES / MIGRATION / SANTÉ

Se reporter à la page 37 pour les publications sur la santé

### Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2006

Précédemment publié sous le titre *Tendances des migrations internationales*, ce rapport annuel analyse

les développements récents des mouvements et des politiques migratoires dans tous les pays de l'OCDE.

ISBN 92-64-03629-6

16-Juin-2006, 340 pages

€ 79 \$99 £54 ¥11 000

[www.SourceOCDE.org/9264036296](http://www.SourceOCDE.org/9264036296)

## AGRICULTURE

### Coherence of Agricultural and Rural Development Policies

ISBN 92-64-02388-7

20-juin-2006, 415p

€ 60 \$75 £41 ¥8 300

<http://www.SourceOCDE.org/9264023887>

Disponible en anglais uniquement

### Réforme des politiques agricoles et commerciales : Répercussions potentielles au niveau mondial, au niveau national et sur les ménages

À l'aide d'analyses menées aux niveaux mondial, national et à l'échelle des ménages, cette étude examine les répercussions potentielles des réformes des politiques agricoles et commerciales.

ISBN 92-64-02575-8

À paraître, 180p

€ 30 \$38 £20 ¥4 200

<http://www.SourceOCDE.org/9264025758>

## DÉVELOPPEMENT

### Les indicateurs de gouvernance : Usages et abus

Permet aux utilisateurs de s'orienter parmi les données existantes sur les indicateurs de gouvernance, souvent mal employés aussi bien dans les comparaisons internationales que pour le suivi des variations de la qualité de la gouvernance dans tel ou tel pays.

ISBN 92-64-02687-8

À paraître, 2006, 110p

€ 24 \$32 £17 ¥3 300

<http://www.SourceOCDE.org/9264026878>

## DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

### Le nouveau paradigme rural :

#### Politiques et gouvernance

Met en évidence les défis nombreux et difficiles que doivent relever les zones rurales, montre quel est leur potentiel inexploité et pourquoi les mesures sectorielles seules ne permettent pas de relever ces défis.

ISBN 92-64-02392-5

À paraître, 120p

€ 30 \$38 £20 ¥4 200

<http://www.SourceOCDE.org/9264023925>

## ÉDUCATION



### Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE

Une imposante batterie d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs.

ISBN 92-64-02533-2

12-sep-2006, 500p

€ 65 \$87 £46 ¥9 000

<http://www.SourceOCDE.org/9264025332>

Ces publications sont disponibles auprès des établissements abonnés à notre service en ligne, **SourceOCDE**, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de s'abonner dès aujourd'hui !

Ces publications sont également disponibles, par l'intermédiaire de la

**librairie en ligne de l'OCDE :**

[www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org)



**Analyse des politiques d'éducation** □

Cette édition analyse la motivation des enseignants, l'évaluation formative, les différences entre les sexes en mathématiques et les grandes orientations du marché international de l'enseignement supérieur.  
ISBN 92-64-02271-6  
31-juil-2006, 90p  
€ 24 \$30 £16 ¥3 300  
<http://www.SourceOCDE.org/9264022716>

**Petite enfance, grands défis II :  
Éducation et structures d'accueil** □

Présente les progrès des pays participants relatifs à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants.  
ISBN 92-64-03547-8  
12-sep-2006, 440p  
€ 60 \$81 £43 ¥8300  
<http://www.SourceOCDE.org/9264035478>



**Florilège d'établissements  
d'enseignement exemplaires du  
PEB** □

Présente des établissements d'enseignement de 20 pays sélectionnés par un jury international pour leurs équipements exemplaires.  
ISBN 92-64-02239-2

À paraître, 200p  
€ 45 \$56 £31 ¥6 200  
<http://www.SourceOCDE.org/9264022392>

Enregistrez-vous à notre **service d'alerte gratuit** pour obtenir nos divers bulletins dont « **What's New @ OECD** » à l'adresse [www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect).

**ÉNERGIE**



**China's Power Sector Reforms:  
Where to Next?** □

Examine la manière dont le secteur de l'électricité chinoise, qui croît rapidement, peut continuer à satisfaire une demande grandissante tout en restant bon marché et durable au regard de

l'environnement.  
ISBN 92-64-10981-1  
10-juil-2006, 160p  
€ 75 \$94 £51 ¥10 400  
<http://www.SourceOECD.org/9264109811>  
Disponible en anglais uniquement

**Energy Technology Perspectives:  
Scenarios and Strategies to 2050** □

Démontre comment les technologies énergétiques peuvent pleinement s'intégrer à une série de scénarios pour la planète d'ici à 2050.  
ISBN 92-64-10982-X  
22-juin-2006, 484p  
€ 100 \$130 £67 ¥13 400  
<http://www.SourceOECD.org/926410982X>  
Disponible en anglais uniquement

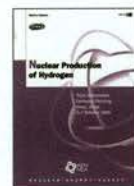
**Données sur le pétrole** □

Données sur le pétrole comprenant des données-clés relatives à la production, aux prix et aux échanges ainsi que les séries historiques relatives à ces données remontant au début des années 1970.  
ISBN 92-64-10998-6  
28-juil-2006, 752p  
€ 150 \$188 £102 ¥20 900  
<http://www.SourceOECD.org/9264109986>

**ÉNERGIE NUCLÉAIRE**

**Indemnification of Damage in the Event  
of a Nuclear Accident** □

Évalue les mécanismes de responsabilité des tiers et de compensation qui seraient mis en place en cas d'accident nucléaire.  
ISBN 92-64-02625-8  
12-juil-2006, 150p  
€ 40 \$54 £28 ¥5 500  
<http://www.SourceOECD.org/9264026258>  
Disponible uniquement en anglais

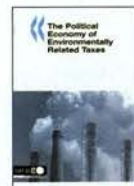


**Nuclear Production  
of Hydrogen:  
Third Information Exchange  
Meeting** □

Présente l'état actuel des techniques de production d'hydrogène et décrit les défis scientifiques et techniques qu'elles impliquent.

ISBN 92-64-02629-0  
12-juil-2006, 414p  
€ 80 \$108 £57 ¥11 100  
<http://www.SourceOECD.org/9264026290>  
Disponible uniquement en anglais

**ENVIRONNEMENT**



**Économie politique et taxes  
liées à l'environnement** □

Un examen exhaustif de l'efficacité des taxes liées à l'environnement et de leur potentiel pour un usage plus vaste.

ISBN 92-64-02554-5  
À paraître, 210p  
€ 40 \$50 £27 ¥5 600  
<http://www.SourceOCDE.org/9264025545>

**Lignes directrices de l'OCDE pour les essais  
de produits chimiques, 16<sup>ème</sup> addendum** □

Une mise à jour des Lignes directrices de l'OCDE.

Une liste complète des distributeurs des publications et libraires dans votre pays est disponible sur notre site Internet : [www.oecd.org/editions/distributeurs](http://www.oecd.org/editions/distributeurs). Une liste des établissements abonnés à **SourceOCDE** est disponible sur [www.oecd.org/publishing/sourceoecdsubscribers](http://www.oecd.org/publishing/sourceoecdsubscribers).

approuvées à l'échelle internationale, qui sont utilisées par les pouvoirs publics, l'industrie et les laboratoires pour identifier et caractériser les dangers potentiels liés aux substances, préparations et mélanges chimiques nouveaux et existants.

ISBN 92-64-02431-X  
29-juin-2006, 210p  
€ 50 \$63 £34 ¥6 900  
<http://www.SourceOCDE.org/926402431X>

**Lignes directrices pour les essais de produits  
chimiques** □

Classseur contenant tous les volumes de base et les agendas.  
ISBN 92-64-02449-2  
22-juin-2006  
€ 400 \$500 £273 ¥55 600  
<http://www.SourceOCDE.org/9264024492>

**Safety Assessment of Transgenic Organisms:  
OECD Consensus Documents** □

Ces documents de consensus sur la bio-sécurité de l'OCDE identifient les éléments d'informations scientifiques utilisés pour la sécurité environnementale et l'évaluation des risques relatifs aux organismes transgéniques.  
ISBN 92-64-02258-9  
17-juil-2006, 823p en deux volumes  
€ 160 \$200 £109 ¥22 200  
<http://www.SourceOECD.org/9264022589>  
Disponible uniquement en anglais

**FINANCE ET INVESTISSEMENT /  
ASSURANCES ET PENSIONS**

**Cadre d'action pour l'investissement :  
Un panorama des bonnes pratiques** □

Une série de questions que les gouvernements doivent prendre en compte dans dix domaines d'action que le Consensus de Monterrey identifie comme ayant une incidence critique sur la qualité des conditions de l'investissement dans les pays.

ISBN 92-64-02588-X  
À paraître, 270p  
€ 50 \$67 £36 ¥6 900  
<http://www.SourceOCDE.org/926402588X>

**Examens de l'OCDE des politiques de  
l'investissement : Le bassin des Caraïbes :** □

Antigua-et-Barbuda, Grenade et Sainte-Lucie  
ISBN 92-64-02598-7  
€ 24 \$30 £16 ¥3 300  
À paraître, 125p  
<http://www.SourceOCDE.org/9264025987>

**FISCALITÉ**



**Tendances des impôts sur la  
consommation : TVA/TPS et  
droits d'accise, Taux, tendances  
et questions d'administration** □

Contient des informations sur les taux de la TVA/TPS et des droits d'accise dans les pays de l'OCDE ainsi que les dispositions en



Vous pouvez commander les versions imprimées des publications ainsi que les versions PDF, rapidement téléchargeables auprès de la librairie en ligne de l'OCDE.

vigueur en matière de fiscalité de l'automobile, du tabac, des boissons alcoolisées et des carburants.  
ISBN 92-64-01419-5  
À paraître, 144p  
€ 40 \$50 £27 ¥5 500  
<http://www.SourceOCDE.org/9264014195>

## INDUSTRIE ET SERVICES

**Innovation and Growth in Tourism** □  
Offre des informations sur les dynamiques et les caractéristiques de l'innovation touristique, ainsi que des exemples de la manière dont les stratégies commerciales évoluent en conséquence.  
ISBN 92-64-02501-4  
20-juin-2006, 124p  
€ 40 \$54 £28 ¥5 500  
<http://www.SourceOCDE.org/9264025014>  
*Disponible uniquement en anglais*

## TRANSPORTS

**Transport et commerce international** □  
Ce rapport se penche sur la structure et le développement des coûts du transport et les bénéfices que l'on peut attendre d'investissements dans des équipements de transport international et dans la réduction des coûts de passage aux frontières.  
ISBN 92-821-1340-X  
4-août-2006, 112p  
€ 40 \$54 £28 ¥5 500  
<http://www.SourceOCDE.org/928211340X>

**Voies navigables et protection de l'environnement** □  
Ce rapport fait le point sur l'expérience acquise en matière d'atténuation des incidences de l'aménagement des voies navigables sur l'environnement.  
ISBN 92-821-1348-5  
6-sep-2006, 114p  
€ 50 \$67 £36 ¥6 900  
<http://www.SourceOCDE.org/92821-13485>

## À PARAÎTRE

Villes, compétitivité et mondialisation

Le coton en Afrique de l'Ouest : Un enjeu économique et social

Panorama de l'aide au développement

Découpler les impacts environnementaux du transport de la croissance économique

Perspectives d'investissement international

Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE

Cadre d'action pour l'investissement

Pour une croissance favorable aux pauvres

Les partenariats public-privé pour l'innovation : Tendances et bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE

Systèmes de certification : Des passerelles pour apprendre à tout âge

Renforcer le transport par voies navigables : Aller de l'avant grâce à la coopération paneuropéenne

Les transports et la décentralisation

Jeunes conducteurs : La voie de la sécurité

*Disponibles en anglais uniquement :*

Aid for Trade: Making it Effective

Coal Information

Electricity Information

Fishing for Coherence: Policy Coherence for Development in Fisheries

Natural Gas Information

OECD Glossary of Statistical Terms

OECD Reviews of Risk Management Policies: Sweden – The Safety of Older People

Renewables Information

Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies

Women in Scientific Careers: Unleashing the Potential

## PÉRIODIQUES PARUS RÉCEMMENT

Bulletin de droit nucléaire  
[www.SourceOCDE.org/03043428](http://www.SourceOCDE.org/03043428)

Électricité, charbon, gaz et pétrole : statistiques trimestrielles  
[www.SourceOCDE.org/10259988](http://www.SourceOCDE.org/10259988)

Energy Prices and Taxes  
[www.SourceOCDE.org/02562332](http://www.SourceOCDE.org/02562332)  
*Disponible en anglais uniquement*

Revue sur le développement  
[www.SourceOCDE.org/15633144](http://www.SourceOCDE.org/15633144)

Réformes économiques  
[www.SourceOCDE.org/18132731](http://www.SourceOCDE.org/18132731)

Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire  
[www.SourceOCDE.org/16087151](http://www.SourceOCDE.org/16087151)  
*Disponible en anglais uniquement*

Revue de l'OCDE sur le droit et la politique de la concurrence  
[www.SourceOCDE.org/15607798](http://www.SourceOCDE.org/15607798)

Revue économique de l'OCDE  
[www.SourceOCDE.org/02550830](http://www.SourceOCDE.org/02550830)

## BASES DE DONNÉES DE L'OCDE RÉCEMMENT MISES À JOUR

Rentabilité des banques  
[www.SourceOCDE.org/16081064](http://www.SourceOCDE.org/16081064)

Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail  
<http://www.SourceOCDE.org/16081161>

Statistiques d'assurance  
[www.SourceOCDE.org/16812026](http://www.SourceOCDE.org/16812026)

Statistiques du développement international  
[www.SourceOCDE.org/16081110](http://www.SourceOCDE.org/16081110)

## Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur  
[www.oecd.org/publications/syntheses](http://www.oecd.org/publications/syntheses)

Fiscalité et sécurité sociale dans le secteur agricole

Études économiques : Australie, Canada, Islande, Japon, Luxembourg, Pologne

L'importance de l'éducation financière

Le droit et la politique de la concurrence au Taipei chinois

Qu'est-ce que la concurrence par les mérites ?

La dimension sociale des politiques environnementales

Échanges Sud-Sud : une priorité pour le développement

Droit et politique de la concurrence en Argentine



# Sélection sur la santé

## PUBLICATIONS CLÉS



### Eco-Santé OCDE - CD ROM

Offre une base de données interactive unique, regroupant quelque 1 200 indicateurs, ainsi que des modules d'interrogation élaborés. Les données les plus récentes sont disponibles pour 2003/2004, avec des séries longues commençant en 1960 pour de nombreux chapitres.

[www.SourceOECD.org/16836243](http://www.SourceOECD.org/16836243)

ISBN 92-64-02279-1  
26-juin-2006, CD-ROM  
€ 80 \$100 £55 ¥11 100



### Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE 2005

Cette étude statistique, publiée une année sur deux, présente en format papier les séries de données clés publiées dans le CD-ROM annuel. Elle couvre l'état de santé, les coûts, les dépenses, l'affectation des ressources et les indicateurs économiques et démographiques.

[www.SourceOCDE.org/9264012648](http://www.SourceOCDE.org/9264012648)

ISBN 92-64-01264-8  
24-nov-2005, 182p  
€ 25 \$31 £17 ¥3 400

## ÉTUDES PAR PAYS

### Examens de l'OCDE des systèmes de santé : Suisse

Ce rapport analyse les forces et les faiblesses du système de santé suisse. Il les examine au regard d'objectifs essentiels tels que l'efficacité et la réactivité, l'accès aux soins, l'équité du financement, l'efficacité de l'offre de services et la viabilité financière.

ISBN 92-64-01835-2  
16-oct-2006, 150p  
€ 27 \$34 £18 ¥3 800  
[www.SourceOCDE.org/9264018352](http://www.SourceOCDE.org/9264018352)

### OECD Reviews of Health Systems: Finland

ISBN 92-64-01382-2  
7-déc-2005, 72p  
€ 24 \$29 £16 ¥3 300  
[www.SourceOECD.org/9264013822](http://www.SourceOECD.org/9264013822)  
*Disponible en anglais uniquement*

### Examens de l'OCDE des systèmes de santé : Corée

Cette publication passe en revue une série d'enjeux liés aux interventions de l'État qui sont nécessaires pour remplir les objectifs de santé dans le contexte public et privé de la Corée.

ISBN 92-64-29946-7  
6-mai-2003, 234p  
€ 28 \$37 £18 ¥3 300  
[www.SourceOCDE.org/9264299467](http://www.SourceOCDE.org/9264299467)

### OECD Reviews of Health Systems: Mexico

ISBN 92-64-00892-6  
18-juil-2005, 158p  
€ 24 \$29 £16 ¥3 200  
[www.SourceOECD.org/9264008926](http://www.SourceOECD.org/9264008926)  
*Disponible en anglais uniquement*

## ANALYSES

**Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles, Vol. 1 : Norvège, Pologne, Suisse**  
Trop de travailleurs quittent pour toujours le

marché du travail pour raison de santé. Et trop de personnes affectées d'un handicap se voient refuser la possibilité de travailler. Ce rapport analyse les facteurs qui pourraient expliquer ce paradoxe.

ISBN 92-64-02633-9  
26-oct-2006, 170p  
€ 35 \$47 £25 ¥4 800  
[www.SourceOCDE.org/9264026339](http://www.SourceOCDE.org/9264026339)

### La couverture des incidents médicaux dans les pays de l'OCDE

Présente une comparaison intéressante de la couverture des incidents médicaux dans le contexte juridique des pays membres de l'OCDE.

ISBN 92-64-02906-0  
À paraître, 100p  
€ 30 \$40 £21 ¥4 100  
[www.SourceOCDE.org/9264029060](http://www.SourceOCDE.org/9264029060)

### Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children

ISBN 92-64-01397-0  
3-fév-2006, 310p  
€ 57 \$71 £39 ¥7 800  
[www.SourceOECD.org/9264013970](http://www.SourceOECD.org/9264013970)  
*Disponible en anglais uniquement*

### Technologies de la santé et prise de décision

Cet ouvrage analyse les facteurs qui entravent ou au contraire facilitent la prise de décision fondée sur des données d'observation dans les systèmes de santé des pays de l'OCDE.

ISBN 92-64-10838-6  
1-nov-2005, 176p  
€ 30 \$38 £21 ¥3 800  
[www.SourceOCDE.org/9264108386](http://www.SourceOCDE.org/9264108386)

### L'assurance maladie privée dans les pays de l'OCDE

Cette analyse, axée sur les marchés de l'assurance maladie privée, recense également les problèmes qui découlent de l'interdépendance de ces marchés avec les régimes publics.

ISBN 92-64-01565-5

24-mai-2005, 265p  
€ 60 \$75 £42 ¥7 600  
[www.SourceOCDE.org/9264015655](http://www.SourceOCDE.org/9264015655)

### Les maladies d'origine alimentaire dans les pays de l'OCDE : état des lieux et coût économique

ISBN 92-64-10537-9  
13-jan-2004, 104p  
€ 25 \$28 £18 ¥3 400  
[www.SourceOCDE.org/9264015379](http://www.SourceOCDE.org/9264015379)

## THÈMES ASSOCIÉS

### Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE

Ce recueil publié tous les deux ans montre les progrès des pays de l'OCDE en matière d'égalité, de santé et de cohésion.

ISBN 92-64-02820-X  
À paraître, 110p  
€ 24 \$29 £16 ¥3 200  
[www.SourceOCDE.org/926402820X](http://www.SourceOCDE.org/926402820X)

### Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées

Cet ouvrage présente une analyse systématique d'un large éventail de programmes du marché du travail et de protection sociale destinés aux personnes handicapées.

ISBN 92-64-29887-8  
6-mar-2003, 236p  
€ 39 \$50 £25 ¥4 500  
[www.SourceOCDE.org/9264298878](http://www.SourceOCDE.org/9264298878)

### Les risques émergents au XXI<sup>e</sup> siècle: Vers un programme d'action

Cet ouvrage examine les conséquences de nouveaux risques comme les ouragans dévastateurs, les nouvelles maladies, les attentats et les atteintes à des infrastructures stratégiques.

ISBN 92-64-10121-7  
19-août-2003, 292p  
€ 28 \$37 £18 ¥3 300  
<http://www.SourceOCDE.org/9264101217>









# À propos des StatLinks OCDE

## Que sont les StatLinks ?

Les StatLinks OCDE sont une solution d'édition électronique qui permet de créer des liens entre les tableaux et les graphiques des publications, en version papier ou électronique, et les données qu'ils contiennent au format Microsoft Excel™.

## Comment les lecteurs et utilisateurs peuvent profiter des StatLinks...

Les utilisateurs peuvent obtenir les données d'un tableau ou d'un graphique en fichier Excel™, et les utiliser selon leurs besoins.

Ils ont accès aux graphiques et aux données les plus récents.

Dans certains cas, les fichiers Excel™ fournissent des données supplémentaires.

Dans certains cas, les fichiers Excel™ couvrent une période plus longue que la publication.

## Ce que les utilisateurs pensent des StatLinks...

« C'est excellent ! On en voudrait d'autres ! » (Analyste politique senior, Canada).

« J'ai pu consulter la version Web de *Science, Technologie et Industrie : tableau de bord*. C'est merveilleux de voir les chiffres derrière les graphiques ! » (Conseiller politique, Australie).

« La version électronique est fantastique. C'est vraiment utile de pouvoir obtenir les données dans Excel. Bien joué ! » (Utilisateur du *Tableau de bord*, Royaume-Uni).

« C'est le meilleur service que j'ai vu depuis longtemps » (Utilisateur, Université de Tampere, Finlande).

« Hier, j'ai pu utiliser votre service StatLink. Je pense qu'il a vraiment de l'avenir, c'est plus facile à utiliser que de nombreux sites, et très bien présenté. J'imagine qu'il sera très apprécié » (Économiste principal, UNCTAD).

## Comment ça marche ?

Les StatLinks utilisent la technologie des Digital Object Identifier (DOI), un nouveau standard international qui permet d'identifier les documents publiés en ligne.

Pour chaque StatLink, il y a une adresse Internet (URL) qui pointe vers la feuille de données correspondante. Cela fonctionne de la même manière qu'un lien Internet. Dans une publication électronique, il suffit de cliquer sur le lien pour obtenir les données. Dans le cas de la version papier, le lecteur peut saisir cette adresse dans un navigateur Internet. Essayez avec cet exemple : <http://dx.doi.org/10.1787/317646774444>.

Un StatLink, comme le DOI sur lequel il s'appuie, est un identificateur persistant. Cela signifie qu'une fois déposé, il ne change plus jamais. Même si le fichier référencé change d'emplacement, le StatLink retrouvera toujours les données. Cela signifie également que des auteurs peuvent utiliser des StatLinks quand ils citent des tableaux ou des graphiques de l'OCDE, tout en étant certains que leurs lecteurs pourront obtenir les données correspondantes en suivant ce lien.



(suite de la p32)

de recherche bibliographique peuvent aussi se faire d'un seul clic, qui génère automatiquement un courriel au CDI.

Les bibliothécaires doivent aussi faire face au marché du WiFi, dont certains estiment qu'il atteindra 44 milliards de dollars US en 2008. Les bibliothèques réagissent aujourd'hui en rendant leurs catalogues et portails accessibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sous des formats compatibles avec les téléphones mobiles, les assistants numériques et autres appareils portables.

Compte tenu de l'abondance d'informations disponibles, le rôle pédagogique des bibliothécaires va sans doute continuer à se développer au XXI<sup>ème</sup> siècle. Par exemple, le CDI de l'OCDE, en plus de fournir sur le site intranet des guides et des informations sur ses services, organise pour ses clients des sessions d'information personnalisées et des séances de démonstration. Les bibliothèques qui ont une clientèle plus large, comme les bibliothèques universitaires, ont créé ce genre de cours en ligne. Le tutorat de maîtrise de l'information de l'Université de Sussex dénommé « InfoSuss » en est un exemple.

Les modèles de l'édition sont en pleine évolution ; certains établissements académiques ont déjà commencé à constituer leurs propres services d'archives et offrent un accès gratuit en ligne à des articles approuvés par les collègues, qui auraient été auparavant publiés dans des journaux commerciaux. Des sites comme le Directory of Open Access Journals permettent à tout abonné Internet d'accéder à des articles librement téléchargeables. Même certains éditeurs commerciaux ont accepté de publier des articles pour lesquels les institutions auxquelles appartiennent les auteurs paient les droits de publication ; l'article est alors

mis en ligne gratuitement. La Commission européenne a récemment publié un rapport jugeant que les bibliothèques devraient recevoir des fonds pour s'abonner aux revues payantes, et que les publications à compte d'auteur devraient être soutenues financièrement. Le rapport insiste également sur l'importance d'un accès pérenne aux archives numériques. Un récent rapport de l'OCDE sur les publications scientifiques en ligne prévoit une période d'expérimentation dans l'édition, avec la progression, face aux modèles traditionnels, des publications en libre accès.

Le papier va continuer à jouer un rôle important pour les chercheurs et les utilisateurs de bibliothèques. Une enquête récente sur l'utilisation de manuels en ligne a montré que les étudiants préféreraient utiliser la version imprimée et ne considéraient la version en ligne que comme un complément. Les bibliothèques réelles vont continuer à prospérer et à s'adapter, avec leurs salles de lecture permettant aux usagers de s'installer, de feuilleter, de consulter et d'emprunter.

Si vous voulez trouver le meilleur chemin dans le labyrinthe de l'information, adressez-vous à votre bibliothécaire. ■

#### Références

- OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, Paris, pour des statistiques sur le marché du WiFi.
- Commission européenne (2006), *Etude sur l'évolution économique et technique du marché de la publication scientifique en Europe. Rapport final*, Bruxelles.
- OCDE (2005), *Digital Broadband Content : Scientific Publishing*, disponible (en anglais) sur <http://www.oecd.org/dataoecd/42/12/35393145.pdf>.
- Carlson, S. (2005), "Online textbooks fail to make the grade", *Chronicle of Higher Education*, vol.51, n° 23, 11 février.

## BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à **L'Observateur de l'OCDE** Tarif spécial pour deux ans disponible sur [www.observateurocde.org/abonnement.html](http://www.observateurocde.org/abonnement.html)

**Oui**, je désire m'abonner à *L'Observateur* pour 6 exemplaires avec le supplément *l'OCDE en chiffres* d'une valeur de € 15.

€ 57  
 US\$68  
 £37  
 ¥7 400

*L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.*

Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054  
 Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne: [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

#### Où effectuer la livraison ?

Nom .....  
 Organisation ..... Profession .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....

Pays .....  
 Téléphone .....  
 Fax .....  
 E-mail .....

#### Règlement

Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)  
 Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/MasterCard/American Express  
 TOTAL À PAYER: .....  
 N° de carte ..... Date d'expiration .....

Signature .....  
 Date .....

#### Où envoyer votre commande



**Pour les États-Unis**  
 Turpin Distribution  
 The Bleachery  
 143 West Street, New Milford  
 Connecticut 06776 USA  
 Tel: (1) 800 456 6323  
 Fax: (1) 860 530 0039  
 Email:  
[ocedna@turpin-distribution.com](mailto:ocedna@turpin-distribution.com)

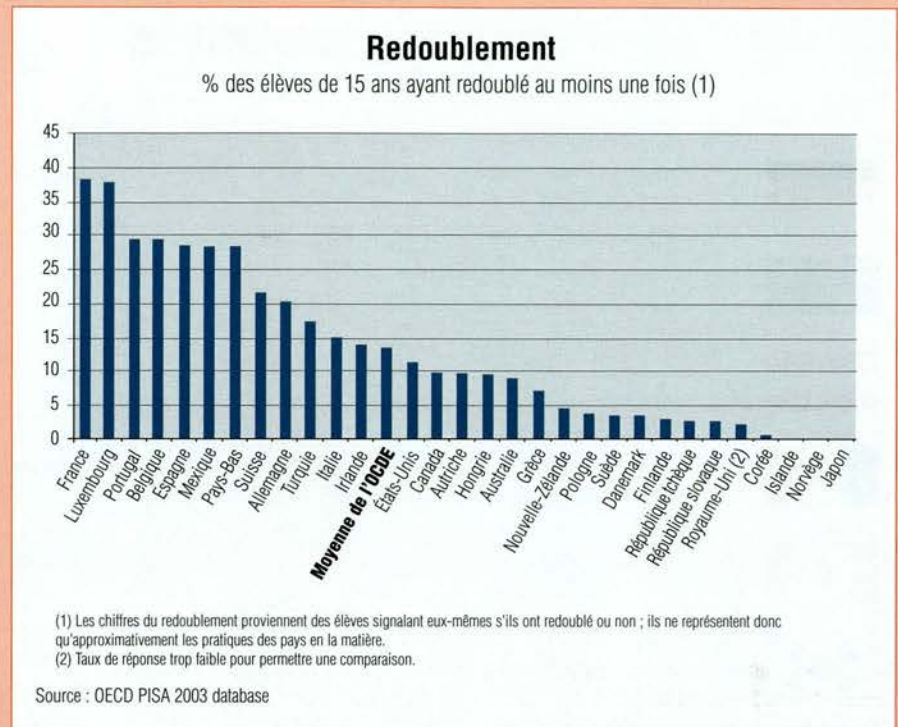
**Pour le reste du monde**  
 Turpin Distribution Services Ltd.  
 Stratton Business Park  
 Pegasus Drive, Biggleswade  
 Bedfordshire SG18 8QB, UK  
 Tel: (44) 1767 604 960  
 Fax: (44) 1767 604 640  
 E-mail:  
[ocedrow@extenza-turpin.com](mailto:ocedrow@extenza-turpin.com)



## Redoubler d'efforts

Le redoublement est-il efficace ? La dernière édition du rapport annuel *Regards sur l'éducation* semble contredire les affirmations des professeurs et administrateurs scolaires, selon lesquelles le redoublement est un bon moyen pour les élèves de s'améliorer. Les pays de l'OCDE ont des attitudes différentes à cet égard. Dans trois pays – l'Islande, le Japon et la Norvège – pas un élève n'a redoublé à l'âge de 15 ans. Huit autres pays n'ont qu'un nombre limité de redoublants.

Dans la majorité des pays de l'OCDE, le redoublement est plus fréquent : dans le tiers des pays de l'OCDE, plus de 15 % des élèves ont redoublé une classe, selon *Regards sur l'éducation*. La France est en tête, avec plus de 38 % des enfants de 15 ans ayant redoublé au moins un an, suivie par le Luxembourg et la Belgique. En Espagne et au Portugal, il est fréquent qu'un élève redouble plusieurs fois. Les pays placés en tête de l'étude PISA de l'OCDE sur les

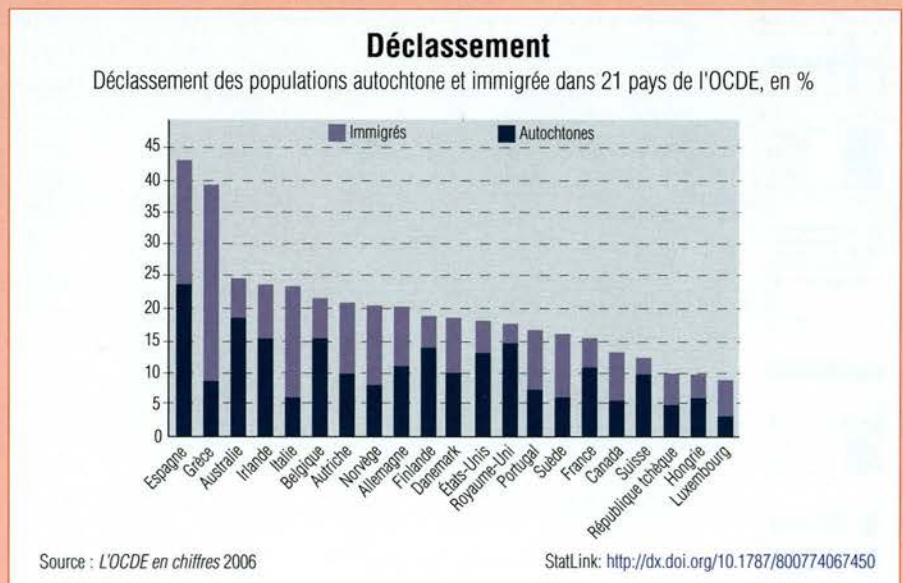


résultats scolaires des enfants de 15 ans en lecture, mathématiques et science, comme la Finlande et la Corée, ont de faibles taux de redoublement, respectivement 2,8 % et 0,5 %. La moyenne de l'OCDE est de 13,4 %.

*Regards sur l'éducation 2006*, qui étudie les résultats, les ressources financières et humaines, l'accès et l'organisation des systèmes éducatifs, est disponible sur [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org). ■

## Talents étrangers

















Certains travailleurs occupent inévitablement des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés, mais ceci est plus fréquent parmi les immigrés. Tous les pays désirent recevoir des immigrés hautement qualifiés, mais en Italie et en Grèce, par exemple, où le taux de déclassement des immigrés est particulièrement important par rapport à celui des autochtones, les travailleurs acceptent des emplois non qualifiés dans l'espoir de progresser ensuite. Le déclassement des immigrés est aussi relativement élevé en Norvège et en Suède, où il s'explique par un afflux de réfugiés qualifiés plutôt que de migrants économiques. Bien que la différence de taux de déclassement entre autochtones et immigrés soit plus faible au Royaume-Uni et aux États-Unis, ces pays ont


















respectivement les cinquième et septième places en matière de déclassement des autochtones, sur les 21 pays représentés. ■

Voir les *Perspectives des migrations internationales 2006*, [www.oecd.org/migrations](http://www.oecd.org/migrations). Voir aussi « Fossé racial ? », *L'Observateur de l'OCDE* n°255, page 21.



			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
<b>Allemagne</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	2,4	Balance courante	T2 06	31,08	31,14
	Indicateur avancé	août 06	-0,1	5,5	Taux de chômage	août 06	8,50	9,50
	Prix à la consommation	août 06	-0,1	1,7	Taux d'intérêt		*	*
<b>Australie</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,3	1,9	Balance courante	T2 06	-9,88	-9,45
	Indicateur avancé	août 06	0,8	1,7	Taux de chômage	août 06	4,90	5,00
	Prix à la consommation	T2 06	1,6	4,0	Taux d'intérêt	sept. 06	6,21	5,62
<b>Autriche</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	3,3	Balance courante	T4 05	1,70	-0,07
	Indicateur avancé	août 06	0,4	10,6	Taux de chômage	août 06	4,80	5,30
	Prix à la consommation	août 06	0,3	1,8	Taux d'intérêt		*	*
<b>Belgique</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,8	2,8	Balance courante	T2 06	3,98	5,02
	Indicateur avancé	août 06	0,0	7,1	Taux de chômage	août 06	8,60	8,50
	Prix à la consommation	sept. 06	-0,3	1,2	Taux d'intérêt		*	*
<b>Canada</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,5	2,9	Balance courante	T2 06	3,74	4,73
	Indicateur avancé	août 06	-0,2	2,9	Taux de chômage	août 06	6,50	6,80
	Prix à la consommation	août 06	0,2	2,1	Taux d'intérêt	sept. 06	4,32	2,90
<b>Corée</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,8	5,4	Balance courante	août 06	0,80	0,78
	Indicateur avancé	août 06	-2,1	6,9	Taux de chômage	août 06	3,40	3,60
	Prix à la consommation	sept. 06	0,2	2,4	Taux d'intérêt	août 06	4,70	3,50
<b>Danemark</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	1,9	3,2	Balance courant	T1 06	0,46	1,51
	Indicateur avancé	août 06	-0,6	3,3	Taux de chômage	août 06	3,70	4,70
	Prix à la consommation	août 06	0,0	2,0	Taux d'intérêt	sept. 06	3,40	2,13
<b>Espagne</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	3,7	Balance courante	juin 06	-7,82	-7,05
	Indicateur avancé	août 06	0,0	0,3	Taux de chômage	août 06	7,80	8,60
	Prix à la consommation	août 06	0,2	3,7	Taux d'intérêt		*	*
<b>États-Unis</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,6	3,5	Balance courante	T2 06	-218,41	-193,26
	Indicateur avancé	août 06	0,0	2,5	Taux de chômage	août 06	4,70	4,90
	Prix à la consommation	août 06	0,2	3,8	Taux d'intérêt	sept. 06	5,34	3,87
<b>Finlande</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	1,9	6,6	Balance courante	juil. 06	0,83	0,90
	Indicateur avancé	août 06	-0,4	3,5	Taux de chômage	août 06	7,80	8,30
	Prix à la consommation	août 06	0,4	1,9	Taux d'intérêt		*	*
<b>France</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	1,2	2,6	Balance courante	juil. 06	-5,03	-1,94
	Indicateur avancé	août 06	0,4	3,2	Taux de chômage	août 06	8,80	9,80
	Prix à la consommation	août 06	0,3	1,9	Taux d'intérêt		*	*
<b>Grèce</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	-0,4	4,1	Balance courante	juil. 06	-1,72	-1,67
	Indicateur avancé	août 06	-0,1	6,1	Taux de chômage	mar. 06	9,20	9,90
	Prix à la consommation	août 06	-0,7	3,5	Taux d'intérêt		*	*
<b>Hongrie</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	1,0	4,2	Balance courante	T2 06	-1,51	-1,53
	Indicateur avancé	août 06	0,8	9,5	Taux de chômage	août 06	7,60	7,30
	Prix à la consommation	août 06	0,0	3,5	Taux d'intérêt	sept. 06	7,76	6,10
<b>Irlande</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	4,9	Balance courante	T2 06	-2,04	-1,64
	Indicateur avancé	août 06	0,4	12,8	Taux de chômage	août 06	4,40	4,30
	Prix à la consommation	août 06	0,7	4,5	Taux d'intérêt		*	*
<b>Islande</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	2,0	2,6	Balance courante	T2 06	-0,83	-0,44
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	août 06	1,20	1,90
	Prix à la consommation	août 06	0,3	8,6	Taux d'intérêt	août 06	14,21	9,46
<b>Italie</b> 	Produit intérieur brut	T2 06	0,5	1,5	Balance courante	mar. 06	-5,01	-3,07
	Indicateur avancé	août 06	-0,7	-0,7	Taux de chômage	mar. 06	7,40	7,80
	Prix à la consommation	sept. 06	0,0	2,2	Taux d'intérêt		*	*



			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Produit intérieur brut	T2 06	0,2	2,5	Balance courante	juil. 06	14,81	12,54
	Indicateur avancé	août 06	-0,5	-1,5	Taux de chômage	août 06	4,20	4,30
	Prix à la consommation	août 06	0,7	0,9	Taux d'intérêt	août 06	0,38	0,03
	Produit intérieur brut	T1 06	-1,4	7,3	Balance courante	T2 06	1,16	0,84
	Indicateur avancé	août 06	-0,1	12,2	Taux de chômage	août 06	4,80	4,60
	Prix à la consommation	août 06	1,2	2,8	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T2 06	1,5	6,1	Balance courante	T2 06	-0,13	-0,50
	Indicateur avancé	août 06	2,0	7,5	Taux de chômage	août 06	3,60	3,30
	Prix à la consommation	août 06	0,5	3,5	Taux d'intérêt	sept. 06	7,18	9,14
	Produit intérieur brut	T2 06	0,5	2,1	Balance courante	T1 06	13,32	11,77
	Indicateur avancé	août 06	0,6	1,8	Taux de chômage	juil. 06	3,40	4,90
	Prix à la consommation	août 06	-0,1	1,9	Taux d'intérêt	sept. 06	3,37	2,35
	Produit intérieur brut	T2 06	0,4	1,6	Balance courante	T2 06	-2,20	-2,30
	Indicateur avancé	juil. 06	0,3	0,1	Taux de chômage	T2 06	3,60	3,60
	Prix à la consommation	T2 06	1,5	4,0	Taux d'intérêt	sept. 06	7,56	7,09
	Produit intérieur brut	T2 06	1,2	3,0	Balance courante	T2 06	13,86	10,51
	Indicateur avancé	août 06	0,3	5,4	Taux de chômage	août 06	3,80	4,60
	Prix à la consommation	août 06	0,5	1,4	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T2 06	3,3	5,3	Balance courante	juil. 06	-0,84	-0,13
	Indicateur avancé	août 06	0,8	11,1	Taux de chômage	août 06	15,00	17,70
	Prix à la consommation	août 06	0,3	1,8	Taux d'intérêt	sept. 06	4,22	4,50
	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	0,9	Balance courante	juin 06	-0,78	-1,21
	Indicateur avancé	août 06	0,3	6,6	Taux de chômage	août 06	7,20	7,70
	Prix à la consommation	août 06	-0,2	2,0	Taux d'intérêt		*	*
	Produit intérieur brut	T2 06	1,4	6,3	Balance courante	T2 06	-0,56	-0,87
	Indicateur avancé	août 06	-0,1	4,4	Taux de chômage	août 06	13,10	16,00
	Prix à la consommation	août 06	0,1	5,1	Taux d'intérêt	août 06	7,02	6,15
	Produit intérieur brut	T2 06	1,2	6,5	Balance courante	T2 06	-2,45	-1,48
	Indicateur avancé	août 06	0,8	10,8	Taux de chômage	août 06	7,10	7,90
	Prix à la consommation	août 06	0,1	3,1	Taux d'intérêt	sept. 06	2,49	1,80
	Produit intérieur brut	T2 06	0,7	2,6	Balance courante	T2 06	-12,76	-2,93
	Indicateur avancé	août 06	0,0	0,8	Taux de chômage	juin 06	5,40	4,60
	Prix à la consommation	août 06	0,4	3,4	Taux d'intérêt	sept. 06	4,98	4,54
	Produit intérieur brut	T2 06	1,3	4,8	Balance courante	T2 06	5,20	4,82
	Indicateur avancé	juil. 06	0,7	7,1	Taux de chômage	mar. 05	6,30	6,30
	Prix à la consommation	août 06	0,1	1,6	Taux d'intérêt	sept. 06	2,54	1,47
	Produit intérieur brut	T2 06	0,7	3,1	Balance courante	T2 06	15,57	15,55
	Indicateur avancé	août 06	0,5	3,3	Taux de chômage	T2 06	4,20	4,50
	Prix à la consommation	sept. 06	-0,2	0,8	Taux d'intérêt	août 06	1,68	0,76
	Produit intérieur brut	T2 06	17,0	7,5	Balance courante	T2 06	-9,31	-6,09
	Indicateur avancé	août 06	-1,5	0,6	Taux de chômage	mai 06	8,80	9,20
	Prix à la consommation	août 06	-0,4	10,6	Taux d'intérêt	juil. 06	20,86	14,37
	Produit intérieur brut	T2 06	0,9	2,7	Balance courante	juil. 06	-6,09	-2,40
	Indicateur avancé	août 06	0,0	3,8	Taux de chômage	août 06	7,90	8,50
	Prix à la consommation	août 06	0,1	2,3	Taux d'intérêt	sept. 06	3,34	2,14

## Définitions et notes :

**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Pologne, le Luxembourg et la Turquie. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services.

**Balance courante** : Milliards USD ; corrigées des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile – taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. \* Voir Zone euro. ... = pas disponible.

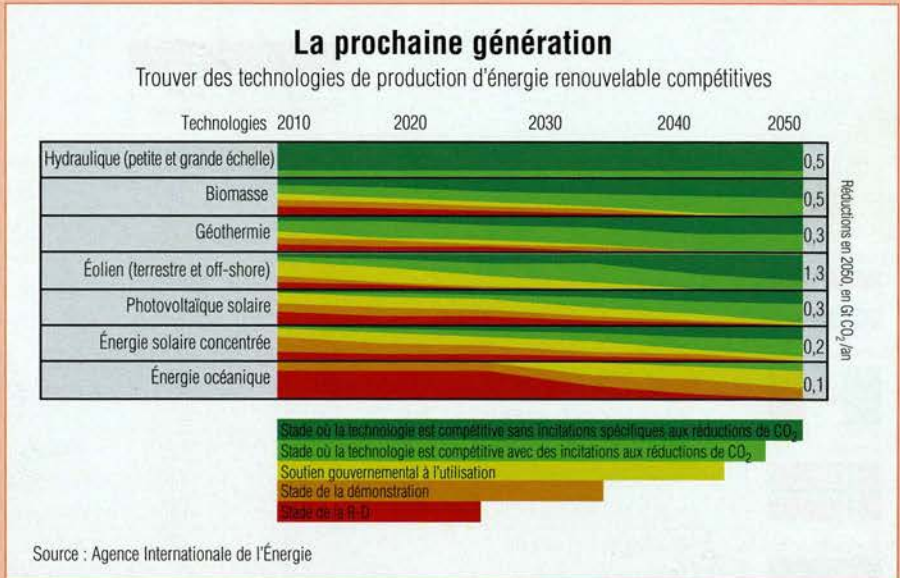
Source : Principaux indicateurs économiques, octobre 2006.



# Énergie renouvelable

La possibilité de produire de l'électricité à une échelle suffisante à partir d'énergies renouvelables provoque un débat. Le potentiel de la force hydraulique n'est plus à démontrer, et d'autres sources, comme la géothermie, la biomasse, le solaire et l'éolien, et même l'énergie des océans, sont prometteuses. De plus, elles ont l'avantage de réduire la dépendance à l'égard des énergies fossiles et les émissions de CO<sub>2</sub>. Sur une petite échelle, le chauffage de l'eau d'habitation ou le fonctionnement de fermes par exemple, ces énergies commencent à faire leurs preuves.

Toutefois, comme l'indiquent les *Perspectives des technologies énergétiques 2006*, publiées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une organisation sœur de l'OCDE, ces technologies rencontrent des obstacles sur une grande échelle. Le principal est leur coût. Tandis que certains types d'énergies renouvelables, telles que l'énergie hydraulique, géothermique, la biomasse et l'énergie éolienne sont déjà



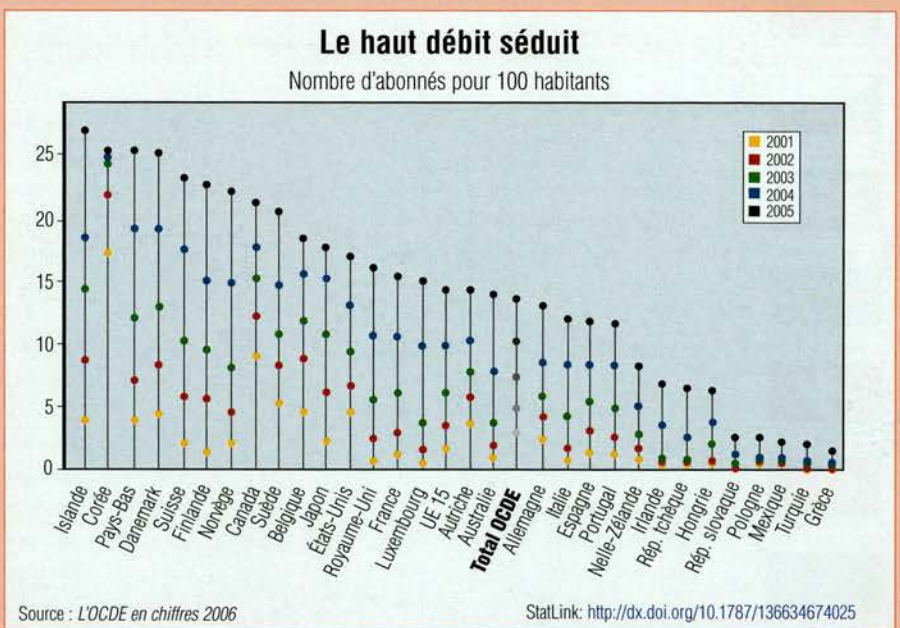
rentables, en particulier dans les milieux favorables, d'autres ne peuvent pas encore concurrencer les modes dominants de production d'électricité dans la plupart des pays du monde.

Les obstacles varient selon les régions : risques et lenteur d'installation pour les projets géothermiques, perception mitigée des fermes éoliennes par les populations,

climat peu propice à l'énergie solaire dans certaines régions, pour n'en citer que quelques uns. Même en ce qui concerne l'énergie hydraulique, la plupart des technologies peu coûteuses ont déjà été exploitées. Cependant, l'AIE reste optimiste : l'innovation technologique progresse vite et devrait faire baisser les coûts, ce qui devrait favoriser l'expansion des énergies renouvelables à l'avenir. ■

# Débit croissant

Malgré l'éclatement de la bulle Internet en 2001, le haut débit est resté dynamique. En effet, le nombre de connexions haut débit à Internet dans l'OCDE est passé d'une moyenne de 2,9 pour 100 habitants en 2001 à 13,6 en décembre 2005. Le nombre total de connexions a rapidement augmenté en 2005, passant de 136 millions en juin à 158 en décembre. Environ un tiers de ces abonnés se trouvent aux États-Unis, avec 16,8 abonnements pour 100 habitants. Cependant, l'Islande est en tête, avec 26,7 connexions, suivie par la Corée, les Pays-Bas et le Danemark, qui en comptent tous plus de 25. La Corée était largement en tête en 2001, avec 17,2 abonnements pour 100 habitants, ce qui reste au-dessus de la moyenne actuelle. La Corée était suivie par le Canada, avec 8,9 connexions



pour 100 habitants. Les États-Unis étaient à 4,5, le Japon à 2,2, et l'UE à 1,9. Depuis, les plus fortes progressions

ont été enregistrées en Islande, en Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas et en Australie. ■







**A leader for leaders. The BMW 7 Series.**

« Publicité »

SICAIRE Marie-Ange  
EXD OPS IMSD  
BOULOGNE/3



Sheer  
Driving Pleasure